

07 **UN NOUVEL ÉLAN POUR LES CHAMBRES D'AGRICULTURE**

08 **LES CHAMBRES D'AGRICULTURE EN ORDRE DE MARCHÉ**

Par Guy VASSEUR, Président des Chambres d'agriculture

09 **LES CHAMBRES D'AGRICULTURE, QUEL RÔLE ? QUELLES MISSIONS ?**

10 **COMMENT SE COMPOSENT LES CHAMBRES D'AGRICULTURE ?**

11 **LES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS**

12 **ÊTRE LA RÉFÉRENCE DU DÉVELOPPEMENT DES AGRICULTURES ET DES TERRITOIRES**

13 **LE RÔLE DES DIFFÉRENTES COMMISSIONS NATIONALES**

14 **INTERVIEW DE CLAUDE COCHONNEAU, Président de la Commission Économie**

16 **INTERVIEW DE DIDIER MARTEAU, Président de la Commission Environnement**

18 **INTERVIEW DE JEAN-PHILIPPE VIOLLET, Président de la Commission Développement et Appui à l'Entreprise**

20 **INTERVIEW DE DANIEL GREMILLET, Président de la Commission Élevage**

22 **INTERVIEW DE JEAN-LOUIS CAZAUBON, Président de la Commission Territoires**

24 **LA COMMISSION OUTRE-MER**

25 **INTERVIEW DE PIERRE-YVES MOTTE, Président du Comité d'Orientation Agriculture et Tourisme**

27 **RÉSOLIA : LE DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES DES ÉLUS**

29 **LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS CHAMBRES D'AGRICULTURE**

CE DOSSIER A ÉTÉ COORDONNÉ Avec l'appui de :
PAR VICTOR SIMÉON Mailis VALENTIN, Chambres d'agriculture France, Service Communication

Les Chambres d'agriculture en ordre de marche



« Cette mandature sera, en effet, ponctuée de grands rendez-vous et d'étapes clés »

Le fort taux de participation aux élections des Chambres d'agriculture a prouvé l'attachement du monde agricole et rural aux établissements consulaires et la reconnaissance de l'efficacité et de l'opportunité de leurs actions.

Le nombre de suffrages exprimés et le fait que toutes les composantes professionnelles y soient représentées leur assure une représentativité incontestable.

Désormais, à tous les échelons de leur réseau, départemental, voire interdépartemental, régional et national, les Bureaux et les commissions d'élus se sont mis en place et le personnel d'experts des Chambres d'agriculture, ingénieurs, conseillers, techniciens continuent à être pleinement mobilisés. Leur ambition « Etre la référence du développement des agricultures et des territoires ».

Les défis qui attendent cette nouvelle mandature sont de taille.

En interne, tout d'abord, avec la volonté de conforter l'efficacité de notre réseau en optimisant le développement de nos synergies et en favorisant le partage de nos actions, de nos expériences et de nos compétences à tous les échelons. D'importants chantiers nous attendent sur ce point. Ils reposent sur des convictions fortes :

- la nécessité de garder la proximité avec les acteurs de terrain qu'il s'agisse des agriculteurs ou des collectivités territoriales,
- celle d'anticiper les évolutions et de faire ainsi appel à l'innovation.

Le nouveau projet stratégique initié en 2012, ainsi que différents chantiers tels que la charte du réseau, un règlement intérieur type par Chambre d'agriculture, l'organisation du suivi des politiques publiques en région... sont donc toujours pleinement d'actualité et continueront à prendre leur essor.

Ensuite, dans le cadre de nos missions consultatives en matière agricole, environnementale et rurale, nous agissons sur plusieurs fronts : marchés, compétitivité des filières et des exploitations agricoles, développement et appui à l'entreprise, recherche, formation.

Cette mandature sera dans son début en effet ponctuée de grands rendez-vous et d'étapes clé : Loi de décentralisation et Loi d'avenir, pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, Politique agricole commune bien sûr !, nouvelle programmation (2014-2020) des politiques communautaires de cohésion et de développement rural, contrats de projet Etat Région, Pôles de compétitivité et d'excellences rurale, conférence environnementale annuelle, projet de loi de programmation sur l'énergie, mise en œuvre de la politique de gestion collective de l'irrigation... cette liste ne peut être exhaustive mais traduit bien la diversité et l'ampleur de notre champ d'actions.

Du côté des élus, comme du personnel des Chambres d'agriculture, toute notre énergie sera ainsi déployée pour remplir notre rôle auprès des entreprises agricoles et rurales, des collectivités et des filières, des instances publiques et professionnelles, avec un seul objectif viser l'excellence de nos avis, de nos conseils et de notre partenariat.

Guy VASSEUR

Président des Chambres d'agriculture

Les Chambres d'agriculture, quel rôle, quelles missions ?

Une double mission institutionnelle

Etablissements consulaires les Chambres d'agriculture sont chargées de gérer et de mettre en œuvre des missions d'intérêt général. A ce titre, elles poursuivent une double mission :

- représenter et défendre les intérêts de l'ensemble des différents agents économiques de l'agriculture auprès des Pouvoirs publics, de toutes autres instances nationales et internationales, des organisations professionnelles et des acteurs publics ou privés,
- appliquer les politiques de développement agricole et rural et venir en appui aux agriculteurs.

Les Chambres d'agriculture exercent également des missions de service public comme la gestion de l'identification animale, les contrats d'apprentissage, le fonctionnement du Centre de formalité des entreprises.

Un champ très large d'actions

La double mission du réseau des Chambres d'agriculture se déploie sur les champs économique, social et environnemental.

Elles contribuent au dynamisme de chaque département et de chaque région dans une logique de développement durable et coopèrent en permanence, avec les Pouvoirs publics, les collectivités locales et territoriales, à la réalisation de projets en matière de politique agricole, de gestion des ressources naturelles et de la forêt, de développement économique, d'environnement...

Elles accompagnent les agriculteurs dans leurs projets d'installation ou de développement de leur exploitation agricole en leur apportant une assistance effective sur les aspects techniques, économiques, administratifs et juridiques de leur exploitation.

DE NOUVEAUX CHAMPS D'ACTIVITÉ ET DE COMPÉTENCES

L'Etat a confié de nouvelles missions aux Chambres d'agriculture au cours de la dernière mandature 2007-2013.

La loi Grenelle II a ainsi confirmé leur mission en matière d'environnement, ceci notamment dans le cadre du plan Ecophyto 2018. Les missions relatives à l'accompagnement de l'installation et à la transmission des entreprises agricoles leur ont été transférées en 2011. Le rôle des Chambres dans le domaine forestier a été rappelé et conforté. Elles s'investissent notamment dans la définition des plans pluriannuels régionaux de développement forestier. Les Chambres d'agriculture doivent désormais assurer la gestion du registre de l'agriculture pour les EIRL.

Elles les appuient sur la modernisation de leur exploitation agricole, leur gain de compétitivité, leur adaptation aux contraintes réglementaires, l'acquisition de nouvelles pratiques et compétences par le biais de la formation et de l'innovation...

A l'échelon départemental ou interdépartemental

Les 92 Chambres d'agriculture départementales ou interdépartementales :

- accompagnent l'adaptation des agriculteurs et leurs entreprises par le conseil, la formation et la gestion de projets,
- défendent les intérêts de la profession à leur niveau territorial.

A l'échelon régional

Les 20 Chambres régionales et la Chambre de région :

- coordonnent les actions communes des Chambres départementales,
- appuient les Chambres départementales en matière d'économie et d'ingénierie de projet,
- orientent et contribuent à définir la politique contractuelle entre l'Etat et les régions,
- émettent leur avis sur la mise en œuvre des contrats de plans régionaux de formations professionnelles des jeunes et des adultes,
- participent à l'élaboration des programmes régionaux européens,

- assurent la promotion de la gastronomie et du développement de la filière agroalimentaire régionale,
- se positionnent comme actrices des réseaux de veille environnementale.

A l'échelon national

L'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA) joue le rôle de tête de réseau.

A ce titre :

Dans sa mission consultative elle :

- contribue, par ses avis, à la définition des orientations et des conditions de mises en œuvre des politiques agricoles, du développement rural et de l'environnement définies par l'Etat et l'Union européenne et joue un rôle consultatif lors des grandes négociations internationales,
- apporte son concours à la coopération pour le développement de l'agriculture des pays tiers.

Dans sa mission d'appui elle :

- assure l'animation du réseau,
- représente le réseau des Chambres d'agriculture auprès des Pouvoirs publics nationaux et internationaux,
- apporte un appui aux Chambres d'agriculture dans les domaines technique, juridique économique et financier.

Fiche pratique
n° 2

Comment se composent les Chambres d'agriculture ?

Le pouvoir exécutif des Chambres d'agriculture est issu d'élections professionnelles qui ont lieu tous les six ans. Afin de leur assurer une représentativité incontestable toutes les composantes du monde agricole réparties en collège sont appelées à s'exprimer en procédant à un vote par correspondance.

Des élections tous les six ans

Le régime électoral concernant l'élection aux Chambres d'agriculture régionale a évolué en 2013 pour permettre une représentation des élus plus conforme à la diversité exprimée. Initialement élus par leurs pairs sur des listes régionales, les membres du collège « Chef d'exploitation » ont été élus à partir du fléchage de certains candidats sur les listes électorales départementales et lors de ce scrutin départemental. Le liste qui a recueilli le plus de voix a bénéficié du premier siège, les autres sièges ont été attribués à la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste.

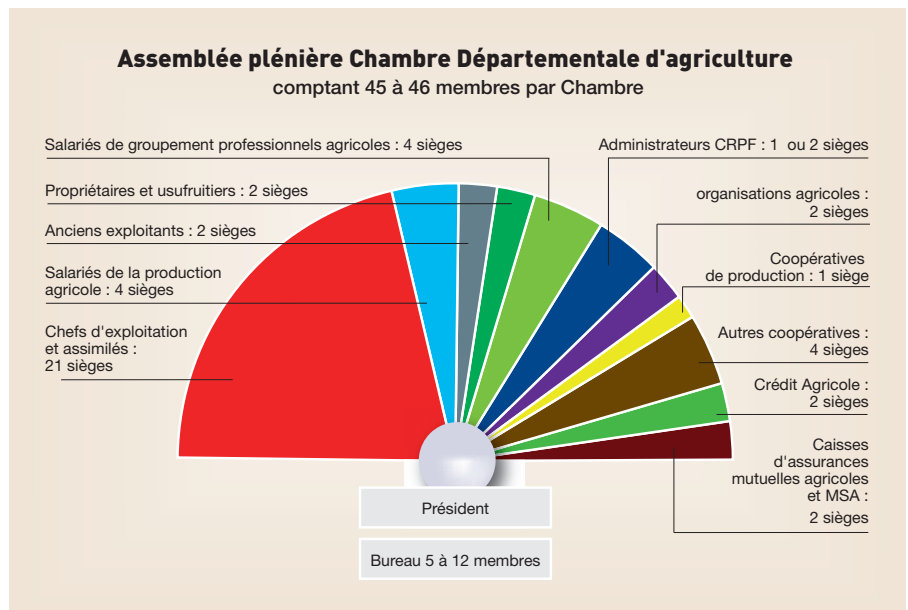
Une présence féminine renforcée

Parmi les changements électoraux, par souci d'une plus grande mixité et représentativité féminine l'ensemble des collèges devait présenter sur leur liste au moins une femme par tranche de trois candidats. Actuellement, 28 à 30 % des chefs d'exploitation sont des femmes, il importe en effet que les Chambres d'agriculture reflètent dans leur composition cette sociologie agricole.

UNE REPRÉSENTATIVITÉ DU MONDE AGRICOLE CONFIRMÉE

Les élections aux Chambres d'agriculture font partie des élections professionnelles recueillant le plus fort taux de participation. Celui pour le collège Chefs d'exploitation ou assimilés a atteint par exemple 54,35 %, 93,95 % pour les sociétés coopératives agricoles de production et 79 % des autres sociétés coopératives...

4 200 professionnels, répartis par collèges représentent ainsi les diverses activités du secteur agricole et forestier. Pour l'ensemble des collèges, chaque liste comportait au moins une femme par tranche de trois candidats.



A l'échelon départemental

Les Chambres départementales d'agriculture sont composées de 45 à 48 membres, représentants 11 collèges.

A l'échelon régional

Les Chambres régionales d'agriculture sont composées :

- des Présidents des Chambres départementales,
- de 41 à 47 membres élus par les membres des Chambres départementales et répartis dans les mêmes collèges,
- du Président du Centre régional de la propriété forestière ou de son suppléant.

A l'échelon national

L'APCA est composée des présidents de Chambres départementales et régionales d'agriculture. L'élection de son président, Guy Vasseur a été effectuée le 20 mars dernier, lors de la première session plénière de la mandature.

L'APCA est composée :

- d'un Conseil d'administration de 37 membres qui se réunit chaque mois, en charge de définir les grandes orientations à l'échelle nationale des Chambres d'agriculture,
- d'un bureau de 14 membres chargé de mettre en œuvre les dispositions et orientations décidées par le Conseil d'administration. Au sein du Bureau, plusieurs Commissions ont été attribuées à des élus référents pour mettre en œuvre les actions par grands champs d'action thématiques : Economie, environnement, Territoires, Elevage... (voir pages 13 à 26).

L'APCA se réunit en sessions, instance délibérative, auxquelles participent l'ensemble des Présidents de Chambres régionales et départementales au moins trois fois par an.

Les moyens humains et financiers

Afin d'assurer leur rôle et les missions qui leur incombent, les Chambres d'agriculture mobilisent à la fois de moyens humains et financiers.

Moyens humains

Les Chambres d'agriculture reçoivent l'appui et les compétences de 8 068 salariés (hors Dom) dont 53 % ont le statut d'ingénieur ou équivalent. Plus de 6 200 agents ont été formés en 2011 soit 83 % des effectifs.

A l'échelon départemental

Les Chambres départementales emploient 7 120 salariés (hors DOM)

A l'échelon régional

Les Chambres régionales emploient 548 salariés, plus 192 salariés en Chambre de région (Nord Pas de Calais).

A l'échelon national

L'APCA, l'organisme de formation Résolia et l'école d'ingénieur des Chambres d'agriculture ESITPA emploient 208 salariés.

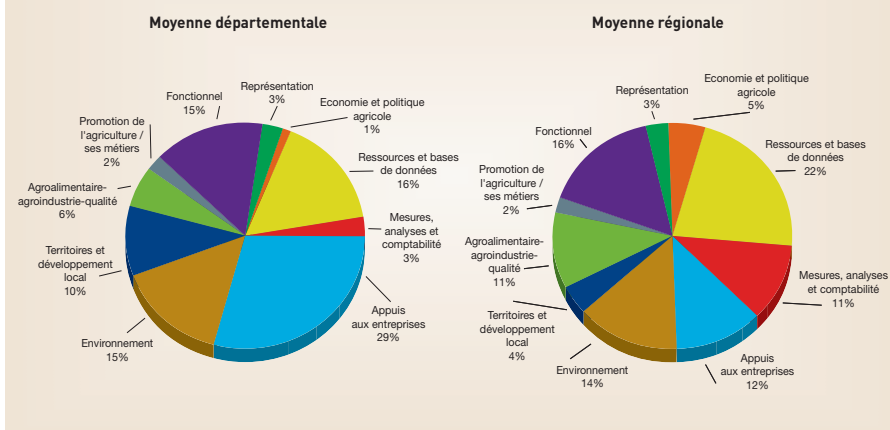
Les 150 salariés APCA du siège se répartissent au sein de 6 directions : Economie Agricultures et territoires, Entreprises et Conseil, Systèmes d'informations, Relations publiques et Communication, Ressources.

Résolia est un service chargé du développement des compétences des collaborateurs et des élus par l'organisation de formations, mais aussi de conseil dans les domaines de la stratégie, du management et de l'organisation.

CHAMBRES D'AGRICULTURE ET INNOVATION

Les Chambres d'agriculture soutiennent fortement l'innovation en menant avec le soutien de groupements de développement agricole des expérimentations sur l'exploitation d'agriculteurs bénévoles. Elles contribuent par le biais d'un appui financier ou humain à une trentaine de stations d'expérimentation.

Répartitions des activités



Ecole d'ingénieurs des Chambres d'agriculture l'Esitpa prépare en 5 ans des ingénieurs appelés à intervenir dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'agro-industrie et des services.

Moyens financiers

Le financement de l'activité des Chambres d'agriculture est très lié à la taxe sur le foncier non bâti, le CasDAR et la facturation de prestation.

A l'échelon départemental :

- 606 millions de dépenses
- 623 millions de recettes (données 2011 consolidées)

La première source de financement des Chambres d'agriculture provient de la taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti, payée par les propriétaires de terrain non bâti agricoles et non agricoles et prise en charge par l'agriculteur à 50 %.

Les autres sources de financement sont principalement :

- les produits de contrats de prestation de service et les subventions provenant des collectivités territoriales, du CasDAR (Compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural), des Offices et des Agences de l'eau, de l'Union européenne, de l'Etat et du fonds d'assurances formation Vivea,

- les contributions directes des agriculteurs et des autres clients de la Chambre d'agriculture (y compris les collectivités locales), pour des prestations individuelles ou à caractère spécifique.

A l'échelon régional

- 84 millions d'euros de dépenses
- 88,6 millions de recettes (données 2011 consolidées)

Les Chambres régionales perçoivent pour leur financement des cotisations obligatoires des Chambres départementales, d'un montant minimum pour 2012 de 10 % des sommes perçues au titre de la recette fiscale régionale, déduction faite des versements forestiers.

A l'échelon national

- 25,3 millions d'euros de dépenses
- 25,5 millions de recettes (données 2011 consolidées).

Les recettes de l'APCA proviennent à 57 % de la contribution des Chambres départementales et pour le reste de subvention d'exploitation émanant notamment du CASDAR et de prestations de service.

Etre la référence du développement des agricultures et des territoires

Un projet stratégique

Depuis 2012, l'ambition affichée par le réseau est d'«Etre la référence du développement des agricultures et des territoires».

Cet objectif repose sur des convictions fortes et partagées à tous les échelons du réseau :

- l'absolue nécessité de garder la proximité des acteurs agriculteurs et collectivités,
- l'innovation comme moteur d'action
- la recherche indispensable de l'efficacité et de l'efficience des moyens à tous les échelons.

Les différents échelons

La Chambre départementale est l'unité principale d'action et de résultat du réseau, les échelons régionaux et national jouent un rôle de coordination, de synthèse, d'appui et de représentation.

Les Chambres d'agriculture sont invitées à inscrire leur projet régional dans ce cadre

stratégique adapté au contexte de l'agriculture locale et aux priorités qu'elles se sont données.

Les chantiers stratégiques

Différents chantiers ont été lancés au cours de l'année 2012 pour optimiser l'efficacité et l'efficience recherchées :

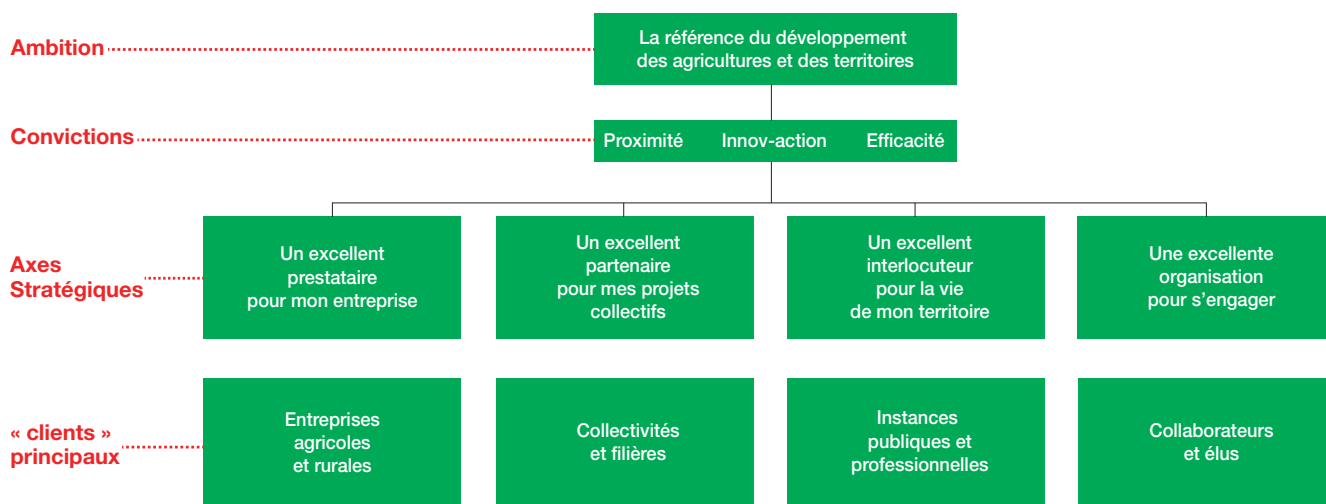
- formalisation de l'organisation des réseaux techniques et de leur gouvernance à travers une charte de réseau, précisant les engagements des Chambres et les droits et devoirs des acteurs de réseau,
- proposition d'évolution de l'articulation des instances entre Chambres départementales et régionales
- proposition d'organisation-cible des services pour les Chambres d'agriculture selon leur taille (cf. Schéma) ;
- mise en place d'une centrale d'achat.

L'ensemble de ce projet pourra être adapté et renouvelé dans le cadre de cette nouvelle mandature.

LA MUTUALISATION AU NIVEAU RÉGIONAL

Si l'échelon départemental reste primordial du fait de sa proximité avec les agriculteurs, son ancrage territorial et sa confrontation avec la diversité et la réalité de terrain, un grand chantier de mutualisation au niveau régional a été soutenu par la réforme Terres d'avenir initiée en 2009 pour rechercher des économies et des ressources nouvelles, tout en mettant en cohérence l'organisation du réseau avec l'évolution institutionnelle et l'augmentation du poids des régions.

Une ambition qui s'exprime à travers quatre axes stratégiques



Le rôle des différentes commissions nationales

Face aux évolutions des marchés, des politiques publiques et des négociations internationales, l'APCA propose des analyses, organise des débats et livre des arbitrages qu'elle défend auprès de ses interlocuteurs nationaux, européens et internationaux.

Son rôle dans l'orientation des politiques publiques s'exerce ainsi vis-à-vis des différents ministères concernés et des plus hautes instances de l'Etat.

Structurer et animer le réseau

Cette mission de politique agricole et rurale se double d'une mission de structuration et d'animation de la vie du réseau des Chambres d'agriculture. Elle se base sur les travaux de 6 commissions rattachées au Conseil d'administration de l'APCA, chacune présidée par un membre du Bureau de l'APCA et composée d'un élu de

L'APPUI DES GROUPES MÉTIERS ET DES GROUPES PROJETS

Les groupes métiers sont constitués de l'ensemble des conseillers, ingénieurs et experts du réseau des Chambres d'agriculture concernés par une thématique spécifique sur le terrain.

Ils œuvrent ainsi comme courroie de transmission des décisions et méthodologies d'actions décidées au niveau national et font également remonter les problématiques et préoccupations du terrain pour que la Commission puisse s'en saisir et les intégrer dans ses réflexions.

Les groupes projets rassemblent les conseillers ingénieurs et experts du réseau des Chambres d'agriculture sur des missions spécifiques.

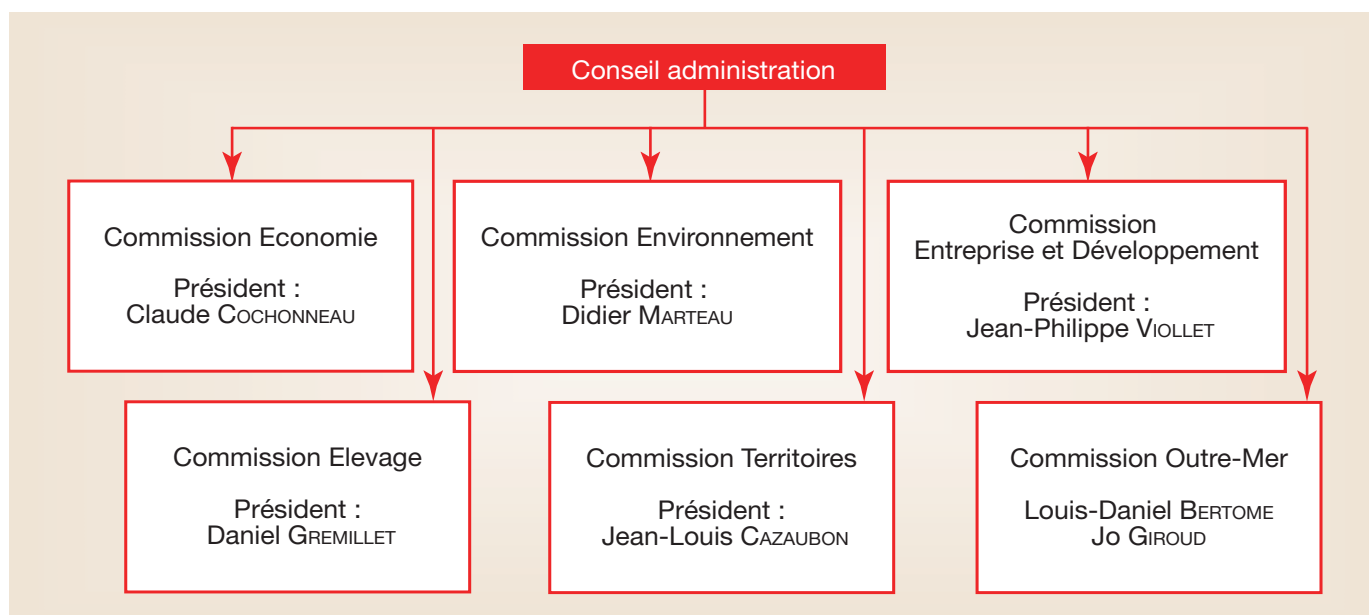
Chambre d'agriculture par région, membre d'une commission similaire au niveau de la Chambre régionale.

Les groupes permanents

Au sein de chaque commission, sont mis en place des groupes permanents plus spécifiques composés également d'élus travaillant sur des sujets et des orientations

thématiques spécifiques en lien avec le champ d'action de leur commission.

Les commissions et groupes permanents sont appuyés dans leurs missions à la fois par l'expertise des différents services de l'APCA ainsi que de l'ensemble des réseaux techniques, composés d'experts, de conseillers et des Chambres d'agriculture à tous les échelons du réseau.



Les six commissions sont rattachées au Conseil d'administration de l'APCA, chacune présidée par un membre du Bureau de l'APCA et composée d'un élu de Chambre d'agriculture par région.

Claude Cochonneau, président de la Commission Economie



Agriculteur en polyculture (75 ha) avec un élevage porcin et une production de vin AOC (coteaux du Loir), à Marçon dans le sud Sarthe. Président de la Chambre régionale Pays-de-la-Loire.

(Chambres régionales ou départementales) pour mener à bien certains rapports d'analyses et d'expertises. Ces travaux serviront également de base aux conseils qui seront ensuite prodigués sur l'évolution des systèmes d'exploitation.

tations plus complexes dont il faudra à terme assurer la transmission. Dans le contexte de renouvellement des générations, ce sujet devient de plus en plus d'actualité. La cession et l'attribution du capital, du foncier, posent ainsi encore de nombreuses questions. Il est important que le réseau des Chambres puisse faire une photographie de la situation et imagine quelques scénarios d'évolution dans ce domaine, ce qui permettrait sûrement d'anticiper à termes certaines difficultés.»

« L'autre sujet qui me tient à cœur concerne les réflexions à mener sur la capitalisation de l'agriculture »

PAC, veille économique et transmission des exploitations

« Le rôle classique de la Commission économie consiste à transmettre à l'ensemble du réseau des éléments de situation, d'évolution et de prospective économiques sur les différentes filières et marchés agricoles. Cette veille économique portera aussi sur les autres pays européens et les pays tiers pour être à l'affût de toutes les évolutions qui pourraient également être profitables à notre agriculture.

En prolongement de ce qui s'est effectué lors de la dernière mandature, l'actualité nous fera mener avec intensité nos travaux sur la réforme de la PAC. En plein cœur des discussions et des négociations, l'avancée de nos propositions constitue une étape cruciale pour défendre l'intérêt général de l'ensemble des agriculteurs et de leurs filières. Nous avons la volonté dans ce domaine de recourir à toutes les compétences de notre réseau, quitte à solliciter d'autres échelons que le national,

L'autre sujet qui me tient à cœur concerne les réflexions à mener sur l'évolution de la capitalisation de l'agriculture. Aux côtés d'un système d'exploitations familiales se sont développées des structures d'explo-

De manière plus globale, nous nous attacherons à engager plus de travaux prospectifs sur l'économie agricole, dès ce début de mandature.

RÔLE ET MISSIONS DE LA COMMISSION ECONOMIE

Rôle :

Développer la capacité de l'agriculture à créer de la valeur ajoutée dans les filières et à conquérir de nouveaux débouchés, pour consolider la performance des entreprises agricoles, ainsi que le revenu des agriculteurs.

Missions :

La mission de la Commission est de faire des propositions :

- sur l'élaboration des politiques publiques nationale et communautaire,
- sur les modalités de valorisation et d'organisation de l'offre agricole,
- sur les conditions de conclusion des accords internationaux ou bilatéraux.

Elle devra dans cet objectif :

- anticiper les évolutions des politiques publiques en prenant en compte les perspectives des marchés alimentaires et non-alimentaires, les attentes de consommateurs, les stratégies des opérateurs dans les filières, les politiques agricoles des principaux concurrents...
- analyser l'impact des politiques agricoles et des accords internationaux sur l'équilibre des marchés alimentaires et non alimentaires et sur les résultats des entreprises agricoles,
- expertiser la mise en œuvre des politiques.



Les champs d'actions de la commission Economie

- Analyse des travaux de prospective (INRA, OCDE, Commission européenne, Instituts, etc.)
- Perspectives de marchés alimentaires et non alimentaires
- Analyse et positionnement sur le premier pilier de la PAC, concernant toutes les filières (régulation et organisation des marchés, aides découplées et couplées)
- Analyse et positionnement sur le contenu des accords internationaux et bilatéraux
- Organisation de l'offre (organisations de producteurs, interprofessions, contractualisation des débouchés, relation avec la distribution)
- Evolution du droit de la concurrence
- Mise en œuvre des outils de prévention et de gestion de crises

Les thèmes partagés avec d'autres commissions

- Performance économique des systèmes d'élevage
- Programmation second pilier de la PAC
- MAE, verdissement et conditionnalité
- Environnement, Elevage
- Aides PAC liées à l'installation :
 - modernisation, innovation,
 - prise en compte de la montagne dans la PAC,
 - évolution d'INOSYS (Observatoire des systèmes d'exploitation),
 - gestion des risques,
 - simplification administrative.

LES GROUPES PERMANENTS

Quatre groupes permanents sont rattachés à la commission Économie :

- Viticulture
- Agriculture biologique
- Fruits et légumes
- Qualité et alimentation

Les groupes métiers et groupes projet :

- Groupe technique national « Economie et politiques agricoles »
- Groupe technique national « INOSYS »

Les grands rendez-vous de la mandature

- Compromis final en juin 2013 sur la future PAC 2014-2020
- Débats sur mise en œuvre de la nouvelle PAC par la France : été 2013-été 2014
- Propositions législatives pour la future OCM dans le secteur des fruits et légumes en juin 2013
- Discussions sur la mise en place des nouvelles autorisations de plantation dans le secteur viticole : 2014-2015
- Débats parlementaires sur la Loi d'Orientation Agricole



Didier Marteau, président de la Commission Environnement



**Agriculteur en productions végétales :
céréales, oléagineux, chanvre, 160 ha.
Président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.**

constructive que personne ne peut nier et dont nous pouvons d'ores et déjà mesurer les effets : 220 000 agriculteurs formés, 1 800 agriculteurs engagés dans des groupes pilotes... C'est cette philosophie de recherche de références, d'expertise, de valorisation de résultats et de conseils que nous souhaitons aussi poursuivre et généraliser au sein de cette Commission.

Toutes ces évolutions impliquent bien sûr d'accompagner les agriculteurs au plus près de leurs préoccupations. Le conseil agronomique et les métiers du conseil dans les Chambres d'agriculture doivent donc s'adapter en permanence. Cette réflexion sera également menée par la Commission environnement.

Obtenir le temps de la réflexion, des propositions et de l'action !

La Commission environnement va mener des réflexions et avancer des propositions sur les grands sujets environnementaux directement en lien avec l'activité agricole : production d'énergies renouvelable (biogaz...), qualité de l'eau, adaptation au changement climatique, optimisation des intrants... Trop souvent malheureusement les calendriers imposés et très serrés commandent l'orientation de nos travaux. Ce que nous souhaitons cependant mettre en œuvre, c'est de pouvoir mener un vrai travail de réflexion et de prospective qui nous offre le temps et le recul nécessaire pour bâtir de véritables stratégies environnementales valorisables par les agriculteurs sur les plans agronomique et économique. Ainsi nous serons force de propositions pour des solutions concrètes, réalistes et alternatives, à l'image de ce qui s'est fait dans le cadre de la mise en place du plan Ecophyto. Ce plan a le mérite de laisser la place à des travaux sur la formation, la recherche, l'innovation, l'expérimentation et l'observation. Nous nous trouvons là, dans une dynamique prospective et

« Ce que nous souhaitons mettre en œuvre, c'est pouvoir mener un vrai travail de réflexion et de prospective qui nous offre le temps et le recul nécessaire pour bâtir de véritables stratégies environnementales »

RÔLE ET MISSIONS DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENT

Rôle :

- Permettre à l'agriculture d'intégrer les enjeux environnementaux de manière cohérente avec les enjeux agronomiques et économiques des exploitations et influencer sur les politiques environnementales
- Proposer des alternatives agronomiques et techniques aux mesures réglementaires,
- Appuyer le réseau des Chambres d'agriculture sur ces sujets

Missions :

- Expertiser les politiques publiques et les réglementations environnementales et proposer des adaptations ou alternatives (expertise, information réseau, négociation, propositions)
- Renforcer la prise en compte de l'agronomie dans les politiques publiques et dans le conseil aux agriculteurs
- Valoriser les références disponibles dans le réseau Chambres
- Proposer des évolutions en matière de conseil agronomique lié aux enjeux environnementaux
- Alimenter les négociations en matière de réglementation.
- Proposer des partenariats et des projets pour faire évoluer les filières et les débouchés, en lien avec les enjeux environnementaux (diversification des productions, etc.)

Les champs d'actions de la commission Environnement

- Politiques et management environnemental
- Agronomie – Déchets inorganiques et retour au sol des déchets organiques
- Fertilisation – Directive nitrates – ICPE
- Energie – Climat – Qualité de l'air
- Gestion qualitative et quantitative de l'eau et des zones humides
- Protection des cultures - Ecophyto - Apiculture

Les thèmes partagés avec d'autres commissions

- Fonctionnement et financement des Mesures agro-environnementales (MAE)
- Signes de qualité et environnement
- Affichage environnemental des produits agricoles
- Trame verte et bleue
- Compensation environnementale

Les grandes étapes clés de la mandature

- Processus européen de sortie du statut de déchet (clarification des conditions de recyclage et de commercialisation des déchets sous forme de produit)
- Révisions des SDAGE (Schémas directeurs d'aménagement et de gestion de l'eau) dans les 6 bassins 2016-2021
- Mise en Œuvre de la politique de gestion collective de l'irrigation 2014
- Gestion des conséquences du contentieux européen sur l'application de la Directive nitrates (à partir de 2013)
- Evolution de la politique de la qualité de l'air en France et en Europe

Les échéances à court terme

- Conférence environnementale en septembre 2013 sur le thème de la politique de l'eau et du retour au sol des déchets
- Projet de loi de programmation sur l'énergie (2013-2014)



LES GROUPES MÉTIERS EN APPUI A LA COMMISSION ENVIRONNEMENT :

- Gestion des déchets
- Nitrates et phosphore
- Gestion de l'eau
- Energie biomasse
- ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement)

Les deux groupes projet :

- Irrigation - OUGC (Organisme Unique de Gestion Collective)
- Protection des aires de captage d'eau potable

Jean-Philippe Viollet, président de la Commission Développement et Appui à l'Entreprise



Chef d'exploitation agricole, élevage bovin allaitant race limousine, 140 ha de SAU, 1 salarié. Président de la Chambre régionale du Limousin. Président de la Chambre départementale de la Creuse.

sur lesquelles les Chambres d'agriculture sont très fortement impliquées du fait de la nouvelle mission qui leur a été confiée.

nariats avec l'enseignement agricole car c'est un gage de la modernisation et de la compétitivité de notre agriculture ainsi que

celui de son adaptation aux nouveaux contextes économiques, sociétaux et environnementaux.

Nous aurons également à traiter tout ce qui concerne l'évolution et la revalorisation

« Toute l'élaboration de nos propositions se montrera très concrètes et ira ainsi au plus proche des besoins des agriculteurs »

Répondre aux besoins les plus proches des agriculteurs

« Cette Commission doit être considérée comme un creuset de réflexion et de propositions. Ses travaux couvrent toutes les étapes de la vie et du développement de l'exploitation agricole : installation, éventuels changements de statuts, arrivée d'associés, diversification ou changement d'orientation et de production, recours à un conseil indépendant et de qualité, transmission... Toute l'élaboration de nos propositions se montreront donc très concrètes et iront ainsi au plus proches des besoins des agriculteurs.

Nous allons par ailleurs apporter notre contribution à la réflexion menée dans le cadre gouvernemental sur le choc de la simplification administrative et Dieu sait que cela concerne l'agriculture ! Autre chantier sur lesquelles nos propositions sont attendues : l'élaboration de la Loi d'avenir.

Nous suivons aussi de très près les Assises de l'installation dont les concertations se déroulent au niveau de chaque région et

Un effort tout particulier sera effectué en outre sur le dossier de la formation continue et permanente des agriculteurs et des salariés de l'agriculture, mais également dans le cadre de nos liens et de nos parte-

des retraites des anciens exploitants agricoles, les aides à la modernisation... Comme vous le voyez la liste de nos travaux est ici très large et diverse et ne peut être exhaustive... ! »

RÔLE ET MISSIONS DE LA COMMISSION DÉVELOPPEMENT ET APPUI À L'ENTREPRISE

Rôle :

- Représenter les intérêts des agriculteurs, influencer sur l'environnement fiscal, réglementaire, budgétaire, social l'entreprise agricole, lois d'orientation...
- Accompagner la compétitivité des exploitations par l'innovation, la recherche, la formation, le développement...
- Assurer le renouvellement des entreprises et des actifs agricoles, en favorisant l'installation et la transmission des exploitations
- Accompagner le réseau des Chambres d'agriculture dans l'appui aux entreprises

Missions :

- Assurer le suivi réglementaire sur les sujets concernant l'entreprise et le développement (fiscal, juridique, social, loi d'orientations, droit de la formation)
- Suivre et analyser le contexte budgétaire, celui des politiques d'aide à l'entreprise (aide directe, plan compétitivité...) et d'appui au développement agricole
- Analyser et favoriser le développement des facteurs de compétitivité (innovation, recherche, développement, formation continue et initiale)
- Renforcer la performance de l'accompagnement des agriculteurs par les Chambres d'agriculture : conseil, formation, animation de groupes
- Suivre la mission de service public et d'accompagnement de l'installation (Itrace)
- Favoriser l'adaptation de l'enseignement agricole aux besoins de l'agriculture et des territoires

Les champs d'actions de la commission Développement et appui à l'Entreprise

- Installation- transmission, programme Itrace
- Suivi juridique et budgétaire
- Projet de loi de finances, Loi d'orientation, droit social, entreprise, fiscalité réglementaire...
- Développement des ressources financières de soutien à l'appui des Chambres à l'agriculture (CasDAR, PEI, Vivea, FAF-SEA, FAM...)
- Conseil aux entreprises (offre commune de prestations)
- Entretien des liens avec la recherche finalisée et appliquée en agriculture

Les thèmes partagés avec d'autres commissions

- Innovation, recherche appliquée, conseil à l'élevage
- Commission économie : soutien public à l'emploi, la compétitivité des filières

LES 6 GROUPES MÉTIERS DE LA COMMISSION

- Conseil d'entreprise installation transmission
- Juristes
- Apprentissage
- Centre de formalités des entreprises
- Activités équestres
- Groupe expert appui aux entreprises en difficulté

Les grands rendez vous de la mandature

- Mise en œuvre du Projet I trace
- Mise en œuvre du Projet Sicléo
- Analyse d'impact et positionnement sur les Projets de loi de finances annuels
- Loi d'avenir en agriculture

Daniel Gremillet, président de la Commission Elevage



Eleveur et producteur laitier.

Président de la Chambre d'agriculture des Vosges.

Tout l'enjeu de cette Commission sera d'avancer des propositions pour redonner de la compétitivité à toutes les filières de notre élevage dans un contexte difficile et de profonds bouleversements. Des

férents pays de la Communauté européenne.

Il ne faut pas oublier également de donner un élan conséquent à la recherche et à l'innovation. Je pense ainsi par

« Tout l'enjeu de cette Commission sera d'avancer des propositions pour redonner de la compétitivité à toutes les filières de notre élevage dans un contexte difficile et de profonds bouleversements »

exemple à la conception des bâtiments du futur qui devront intégrer économies d'énergie, insertion paysagère et qualité de vie pour les éleveurs et à tout ce qui pourra être diffusé et mis en œuvre à partir des fermes expérimentales. Tout cela contribuera à ce que

Rendre le secteur de l'élevage compétitif et attractif

« La Commission d'élevage doit travailler sur le suivi et l'expertise des impacts d'un certain nombre de textes réglementaires. Nous aimerions cependant disposer d'un peu plus de temps et de recul pour insuffler à nos travaux un angle plus prospectif.

L'une des grandes nouveautés sera la gestion de l'approche de la production herbacée et la diminution afférente des charges vis-à-vis de l'alimentation animale. Il importe également de se pencher sérieusement sur les moyens de diminuer notre dépendance concernant les apports en protéines.

Autre grand chantier : la dématérialisation du document d'accompagnement des animaux, dont les Chambres d'agriculture sont en charge. Les documents papier n'existeront plus et seront remplacés par la circulation de données informatiques. Il importe que les conditions soient réunies pour que cette transition s'effectue de façon optimale et que cela ne génère pas une contrainte ni un coût supplémentaires pour les éleveurs.

mesures sont à prendre et à proposer, des observations et des expertises à effectuer, des comparaisons à faire entre l'évolution des productions dans les dif-

notre élevage ne perde pas son dynamisme, donne envie et intéresse les jeunes pour assurer le renouvellement des générations. »

RÔLE ET MISSIONS DE LA COMMISSION ELEVAGE

Rôle :

- Faire valoir les atouts de l'élevage et représenter les éleveurs auprès des Ministères concernés et des instances politiques
- Proposer des orientations « filière » et des projets d'actions en faveur de la compétitivité de l'élevage
- Aider les éleveurs à améliorer la compétitivité de leurs exploitations et leurs revenus
- Aider les Chambres d'agriculture à accompagner les éleveurs dans les pratiques qu'ils doivent mettre en œuvre au regard des attentes de la société
- Etre un relais de diffusion des initiatives locales réussies

Missions :

- Intervenir sur l'élaboration des réglementations nationales et communautaires relatives à l'élevage
- Analyser les facteurs de compétitivité de l'élevage et les politiques de l'élevage
- Promouvoir et contribuer au développement de l'appui du réseau à l'élevage en étudiant les modalités d'appui technique et d'accompagnement des éleveurs



Les champs d'action de la Commission Elevage

- Identification traçabilité des animaux - certification des parentés (dont Système de management de la qualité), et sélection animale (génétique)
- Santé des animaux et questions vétérinaires, bien être animal, recherche appliquée (fermes de références élevage, fermes expérimentales, GIS Elevages demain)
- Systèmes d'information (SPIE, SNIG, Ovinfos, bases ARSOE)
- Agroéquipement et I bâtiments d'élevage
- Conseil en élevage
- Orientations et suivi des filières de production
- Gestion de l'herbe en tant que facteur de compétitivité des ruminants
- Autonomie protéique et fourragère

Les thèmes partagés avec d'autres commissions

- Actions innovantes
- Installation en élevage
- Développement du conseil
- Installations classées
- Effluents d'élevage
- Energie
- Evolution de la PAC avec la commission Economique



L'APPUI DES GROUPES MÉTIERS ET DU GROUPE PERMANENT

- Groupe Métier des directeurs d'EdE (Etablissements de l'élevage)
- Groupe Métier Conseillers Bâtiments d'élevage
- Groupe métier conseillers agro-équipements
- Groupe permanent agro-équipement

Les grands rendez vous de la mandature

- Dématérialisation des documents d'accompagnement des animaux
- Loi d'Avenir
- Loi de Santé animale européenne et Bien être animal
- Plan stratégique sur l'élevage
- Produisons autrement

Jean-Louis Cazaubon, président de la Commission Territoires



Agriculteur producteur de lait

et transformation en produits laitiers.

Président de la Chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées.

Président de la Chambre régionale d'agriculture Midi-Pyrénées.

MAE, avec le Directeur régional de l'agriculture et de la forêt.

Tout ce qui concerne les conditions de mise en œuvre du développement rural vont se préciser cette année au niveau européen. Notre Commission Territoires va ainsi, être saisie, par exemple, d'un travail

taire les exploitations agricoles doivent ici être également considérées comme des PME.

La Commission Territoires développe et assure la promotion par ailleurs de notre concept de filières territorialisées. C'est en ce sens que nous faisons le lien avec les

sujets concernant les produits de qualité et les circuits de proximité, traités dans le cadre du Groupe Permanent Qualité-Alimentation. Selon le dernier recensement agricole, un agriculteur sur cinq commercialise des produits en circuits courts.

« Il faut ainsi expliquer à ceux qui nous gouvernent que le redressement productif de la France peut aussi passer par l'agriculture et par le secteur rural »

Faire le lien avec les différents acteurs du territoire

«Le spectre d'activités de la Commission Territoires est assez large, il concerne, l'organisation des territoires, le foncier, l'évolution des documents d'urbanisme, le développement rural....

L'actualité se porte sur tout ce qui a trait au deuxième pilier de la Pac. La problématique nouvelle relève de la poursuite de la décentralisation et de la montée en puissance des régions. Les Conseils régionaux vont devenir la véritable autorité de gestion de ces fonds et initieront les politiques afférentes dans leurs régions. L'implication et la responsabilité des Chambres régionales d'agriculture en seront d'autant plus fortes. Les délégués régionaux de notre Commission Territoires auront ainsi un pouvoir et une importance toute particulière dans l'alimentation des réflexions, l'avancée de propositions, la mise en place et le suivi de ces politiques de développement régional. Ils devront faire le lien avec les Conseils régionaux, mais aussi, concernant diverses actions aux cadres nationaux comme l'installation, l'ICHN, certaines

de réflexion et d'élaboration de propositions sur le partenariat européen pour l'innovation. Il nous importe de déterminer tout ce que l'on peut placer sous ce vocable, nous avons ici une carte à jouer en matière de financements et de sensibilisation et de motivation des agriculteurs, cela entre ici pleinement dans notre rôle et nous serions coupables de laisser passer de telles opportunités.

Nous devons enfin faire usage de toute notre force de conviction pour que ces efforts de recherche et d'innovation soient aussi financés par un fonds structurel, le FEDER. Il est important que ces aides ne soient pas uniquement cantonnées dans le cadre du deuxième pilier, car elles ne seraient pas alors suffisantes. Il faut ainsi expliquer à ceux qui nous gouvernent que le redressement productif de la France peut aussi passer par l'agriculture et par le secteur rural. Tout comme les entreprises de l'agroalimen-

LES GROUPES MÉTIERS ET LES GROUPES PERMANENTS :

- Développement territorial
 - Urbanisme
 - Biodiversité
 - Massifs
 - Forêt-arbre-bois
 - Réseau des référents régionaux sur le Pilier 2 de la PAC et la politique régionale
 - Réseau des Chambres membres de Terres en Ville
- Groupes permanents :**
- Péri-urbain
 - Montagne
 - Forêt-bois
 - Biodiversité

RÔLE ET MISSIONS DE LA COMMISSION TERRITOIRES

Rôle :

- Développer et faire reconnaître les valeurs ajoutées de l'agriculture et le rôle des agriculteurs dans les territoires, en prenant en compte les zones à enjeux spécifiques.
- Participer à la construction de territoires qui offrent des conditions propices à l'exercice de l'activité agricole.

Missions :

Faire des propositions sur :

- l'élaboration des politiques publiques nationales et communautaires liées au développement des territoires ruraux, au développement rural, à l'aménagement du territoire, à la protection du foncier agricole dans le cadre de la planification urbaine,
- les leviers de développement de filières agricoles territorialisées,
- le positionnement des Chambres d'agriculture dans les territoires et auprès des acteurs qui y sont impliqués.

Elle devra, pour arrêter ses propositions :

- anticiper les évolutions des politiques publiques européennes et nationales en prenant en compte les interactions entre logique économique, préservation de l'environnement, jeu des acteurs, impact de l'organisation territoriale : déconcentration et décentralisation,
- expertiser la mise en œuvre des politiques ayant un impact sur les territoires et le foncier agricole,
- veiller aux articulations entre agriculture et projets de territoire, ainsi qu'à la place et aux rôles des agriculteurs dans les différents territoires et développer les partenariats,
- consolider les relations entre Chambres d'agriculture et collectivités territoriales, et valoriser les actions des Chambres d'agriculture dans les projets de territoires,
- Analyser les projets de filières territorialisées.

Sans opposer filières longues et celles dites de proximité, il importe d'en favoriser le développement de ces créneaux en lien direct avec le Comité d'orientation agriculture et tourisme, Bienvenue à la Ferme et marchés de Producteurs de Pays.»

Les champs d'actions de la Commission Territoires

- Nouvelle programmation 2014-2020 des politiques communautaires cohésion et développement rural
- Politiques nationales concernant l'aménagement du territoire et à l'urbanisme (protection des terres agricoles)
- Décentralisation et évolution des compétences des Collectivités territoriales
- Relations Chambres d'agriculture et Collectivités territoriales

- Construction des relations et des partenariats avec les territoires de projet comme les parcs naturel ; leader ; les programmes européens spécifiques (Interreg, Equal...)
- Stratégie des Chambres d'agriculture dans les territoires

Les thèmes partagés avec d'autres commissions

- Mesures du Pilier 2 de la PAC
- Agriculture de montagne
- Péri-urbain
- Problématique « forêt-bois »
- Politiques ou programmes nationaux spécifiques de développement (Contrats de Projet Etat-Région, Pôles de compétitivité, Pôles d'Excellence Rurale, Territoires à enjeux)



- Synergies entre développement des territoires et développement agricole
- Filières territorialisées alimentaires
- Développement de l'offre de conseil des Chambres d'agriculture auprès des collectivités

Les grands rendez-vous de la mandature

- Programmation du pilier 2 de la PAC (FEADER) et de la politique régionale (FEDER, FSE) prévue pour 2014
- Loi d'avenir de l'agriculture
- Loi cadre sur la biodiversité (2014)
- Loi sur le logement et l'urbanisme (dite loi Duflot) pour 2014
- Prochaines lois sur la modernisation de l'action publique (2014)

La commission Outre-Mer

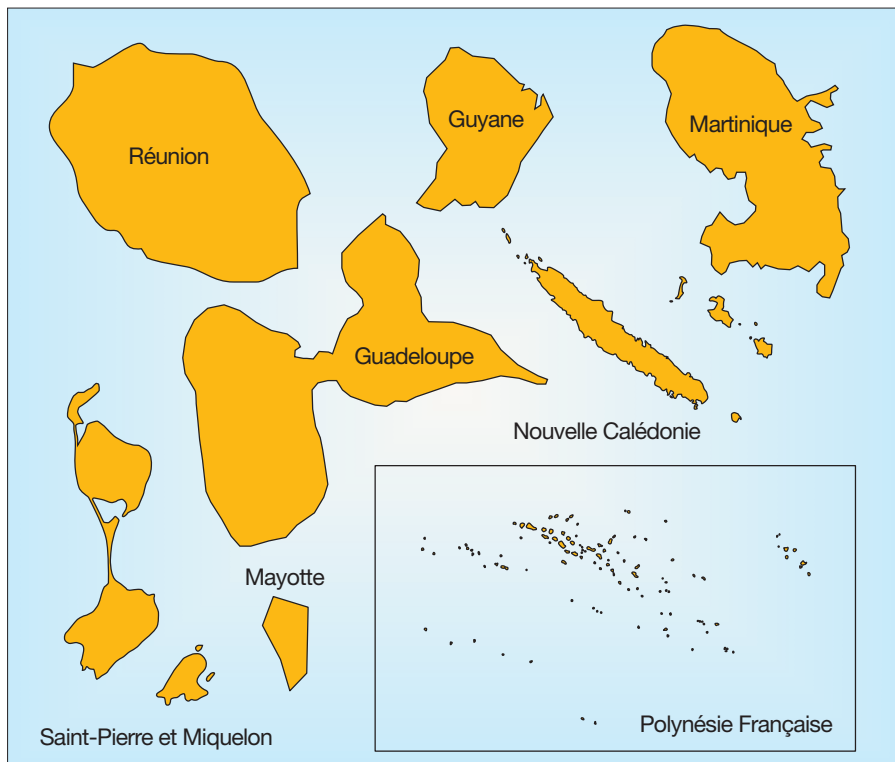
Cette commission est présidée par Jo Giroud et Louis Daniel Bertome

L'action des Chambres d'agriculture Outre-mer est tout aussi variée qu'en métropole : avis sur les questions agricoles, accompagnement des agriculteurs sur de nombreux sujets de conseil et de formation, en complément des organisations de producteurs, accompagnement de projets territoriaux, missions de service public (Identification pérenne généralisée des bovins, progressivement accompagnement de l'installation...).

Les agricultures ultra marines sont concernées par les négociations européennes en cours sur les financements 2014-2020, et les politiques en prenant en compte les spécificités des territoires ultramarins.

La Commission Outre-mer est composée des Présidents de Chambres de la Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion et de Mayotte ainsi que de celles de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et St Pierre et Miquelon.

Dès le début de mandature, cette Commission sera sollicitée sur le volet Outre-mer de la prochaine Loi d'Avenir Agriculture et forêt



ainsi que sur la programmation 2014-2020 en particulier concernant le POSEI⁽¹⁾.

RÔLE ET MISSIONS DE LA COMMISSION OUTRE-MER

- Aborder les questions spécifiques des Chambres d'agriculture d'Outre-mer (politiques agricoles et actions spécifiques)
- Elaborer des propositions communes à soumettre au Bureau ou à la session de l'APCA
- Faciliter la représentation des élus des Chambres d'agriculture d'Outre-mer et la mutualisation des actions spécifiques de ces Chambres d'agriculture
- Préparer les contributions des Présidents des Chambres d'agriculture d'Outre-mer aux travaux et délibérations des sessions plénières des Présidents des Chambres d'agriculture



1. Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité des Départements français d'Outre-mer (POSEIDOM), mis en œuvre depuis 1991.



Comité d'orientation Agriculture et Tourisme

Bienvenue à la ferme, Marchés des Producteurs de Pays



Pierre-Yves Motte

Membre du Gaec du Veyre à Saint Bonnet (05) en production laitière avec transformation et vente directe, accueil à la ferme (chambres et tables d'hôtes).

Président du Comité d'orientation Agriculture et Tourisme (BAF-MPP).

Président de la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes.

« Parmi les instances mises en place au niveau national figure le Comité d'orientation Agriculture et Tourisme - Bienvenue à la ferme et Marchés de Producteurs de Pays, deux marques et surtout deux réseaux d'excellence des Chambres d'agriculture. Celui-ci est composé d'un représentant par région désigné par les Chambres régionales d'agriculture, des 8 responsables nationaux des thématiques, de deux Présidents et d'un directeur de Chambres d'agriculture et d'autres membres permanents (JA/FNSEA/CNMC-CA).

Amplifier la reconnaissance des marques Bienvenue à la ferme et Marchés des Producteurs de Pays

L'un des grands chantiers sur lequel nous allons nous investir consiste à accentuer la reconnaissance de la marque et de son identité et de participer à sa modernisation. Il nous appartient d'utiliser notamment toutes les technologies à notre disposition qui nous offrent un certain nombre

d'opportunités comme par exemple la vente directe et la promotion sur internet, le développement des drives fermiers etc. Nous devons également agrandir notre réseau en faisant venir d'autres adhérents et en convaincant les agriculteurs de l'intérêt et de l'appui que nous pouvons leur apporter.

Le concept de nos marques est reconnu dans toute sa diversité, par sa qualité, son sérieux et sa traçabilité, les consomma-

teurs nous attendent, à nous de faire en sorte que cette reconnaissance et cette confiance s'amplifient au bénéfice de tous ! »

« Il nous appartient d'utiliser notamment toutes les technologies à notre disposition qui nous offrent un certain nombre d'opportunités »

RÔLE ET MISSIONS DU COMITÉ D'ORIENTATION AGRICULTURE ET TOURISME

Rôle :

- Développer les activités de vente directe et d'accueil à la ferme et les fédérer sous les marques nationales Bienvenue à la ferme et Marchés des Producteurs de Pays

Missions :

- définir la stratégie marketing de développement et de promotion des marques nationales Bienvenue à la ferme et Marchés des Producteurs de Pays
- contribuer au développement et à la maîtrise, par les agriculteurs, de prestations d'accueil, de services et de vente de produits sur les exploitations agricoles et dans le prolongement de celles-ci
- représenter auprès des Pouvoirs publics, les intérêts des prestations d'accueil/services qui constituent une opportunité économique pour l'agriculture et un facteur de développement et d'attractivité des territoires ruraux,
- animer le réseau des relais « Bienvenue à la ferme et Marchés des Producteurs de Pays » régionaux et départementaux des Chambres d'agriculture.



Les champs d'action

- Stratégie marketing de développement des marques BAF et MPP : prospective / nouveaux débouchés, accompagnement technique, politique de cotisations, stratégie de communication (medias, web, événements, relations presse)
- Politique de qualité des marques BAF et MPP : évolution des chartes et cahiers des charges, mise en place de la procédure qualité et des outils rattachés
- Mise en place et suivi de partenariats

CINQ GROUPES THÉMATIQUES

Les travaux du Comité d'orientation sont alimentés par 5 groupes thématiques représentatifs de l'éventail d'activités développées sous ces marques :

- Groupe Produits fermiers
- Groupe Marchés des Producteurs de Pays
- Groupe Restauration
- Groupe Séjours
- Groupe Loisirs

Plusieurs groupes projets seront mis en place en fonction des chantiers décidés par le Comité d'orientation.

- Veille et lobbying sur les activités d'accueil à la ferme auprès des instances nationales compétentes

Organisation et animation du réseau de relais BAF et MPP : manifestations nationales (journées nationales, congrès), optimisation du fonctionnement réseau

JOURNÉE NATIONALE DES PRÉSIDENTS

reSolia

déployons nos talents

Resolia a organisé les 10 et 11 avril derniers à l'APCA une Journée nationale des Présidents, qui a rassemblé 30 Présidents de Chambres d'agriculture. L'objectif de cette journée était de faciliter leur prise de fonction et leur intégration dans le réseau Chambres. A travers de témoignages et des ateliers, elle a permis d'aborder des thèmes essentiels à la fonction de Président :

- Travailler efficacement avec ses équipes d'élus
- Travailler dans un cadre régional, CDA et CRA
- Former un binôme efficace avec son directeur
- Du projet du candidat au projet de la Chambre pour les agricultures et les territoires
- La stature de Président de Chambre

Verbatim de quelques participants :

« Très bonne idée d'avoir organisé cette formation, non seulement pour les choix des ateliers proposés, mais aussi pour un contact entre nouveaux élus »

« Je me sens déjà un peu mieux préparé et surtout je vois les pistes à développer pour assumer mon mandat de Président et animer une équipe au service des agriculteurs »

« Fortement conseillé pour un nouveau Président »

« Formation très intéressante, ateliers brefs qui vont à l'essentiel »

Le développement de compétences individuelles et collectives des élus

Dans le contexte des récentes élections des Chambres d'agriculture, Resolia a renforcé son offre de formation pour les élus (Présidents, membres du Bureau et des Commissions). Un dispositif de formations spécifique a ainsi été mis en place. Etienne REGNAUD, son directeur en évoque les deux grands axes.



« RESOLIA s'inscrit ainsi résolument dans le développement des compétences des élus »

« Un début de mandature est toujours un événement particulier et important pour des organisations comme le sont les Chambres d'agriculture. Les élus devront en effet rapidement prendre les commandes de leur établissement consulaire et déterminer des nouvelles orientations ou en conforter des anciennes. Dans ce cadre Resolia est fortement sollicité sur deux axes »

Le développement des compétences personnelles des élus

« Le premier axe consiste à aider les élus à jouer pleinement leur rôle et leurs fonctions. Préalablement à leur arrivée à la Chambre d'agriculture, les nouveaux élus ont effectué une campagne électorale et se sont ainsi positionnés plutôt en tant que syndicalistes. Etre élu Chambre d'agriculture arrive bien sûr dans le prolongement de leur engagement car il s'agit de porter et de concrétiser les orientations politiques. Pour autant, cela nécessite des compétences un peu différentes, notamment celles du pilotage d'une organisation qui a des missions d'intérêt général agricole, des missions de service public et des missions d'accompagnement des agricultures et des territoires.

Il s'agit donc de leur apporter les moyens de connaître parfaitement le fonctionnement des Chambres d'agriculture, afin qu'ils puissent en actionner les différents leviers avec un maximum d'efficacité et d'efficacité.

Nous leur permettons également d'acquiescer ou de parfaire leurs compétences pour piloter une équipe, définir un projet, prendre des décisions, travailler avec les différents services de la Chambre au premier rang desquels son directeur... La prise de conscience de la dimension de réseau des Chambres d'agriculture et des opportunités du travail en réseau est également quelque chose de primordial qui entre pleinement dans leurs orientations stratégiques.

De manière complémentaire à ce que peut apporter l'IFOCAP, RESOLIA s'inscrit ainsi résolument dans le développement des compétences des élus. »

Un appui au lancement de la mandature

Le deuxième axe porte davantage sur l'organisation intrinsèque et le fonctionnement de la Chambre d'agriculture. Une nouvelle mandature constitue l'occasion de redonner du sens au projet de chaque Chambre, d'en fixer collectivement et globalement de grandes orientations. Nous sommes ainsi sollicités à tous les échelons du réseau pour accompagner localement le lancement de la mandature pour aider les élus à repréciser et déployer leurs orientations stratégiques et les conseiller sur le management particulier de leur équipe d'élus.

Propos recueillis
par Victor SIMÉON

EFFICACITÉ ET PROXIMITÉ

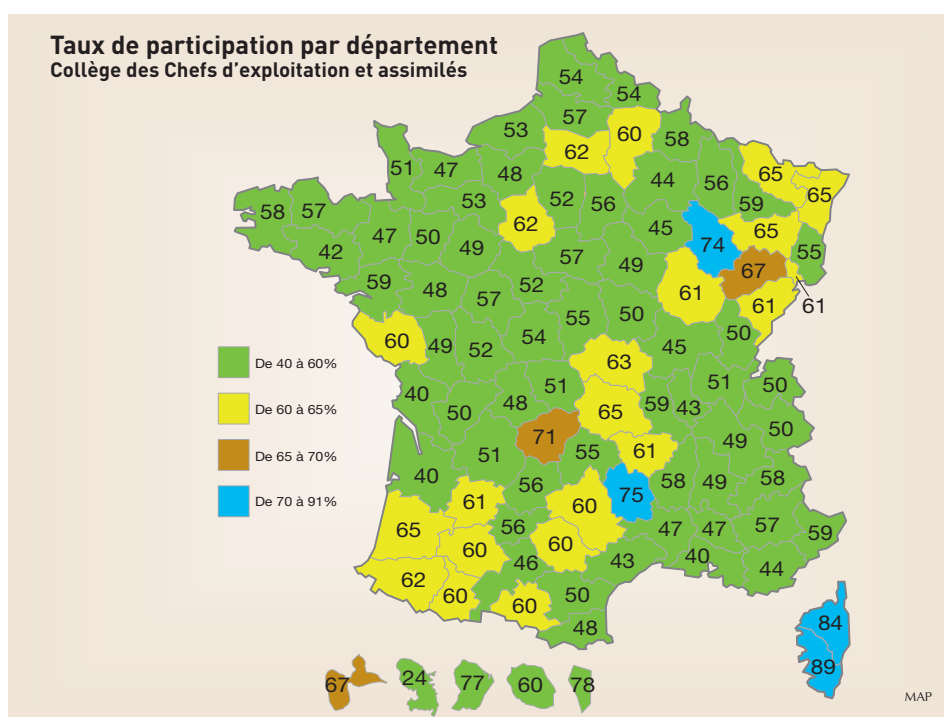
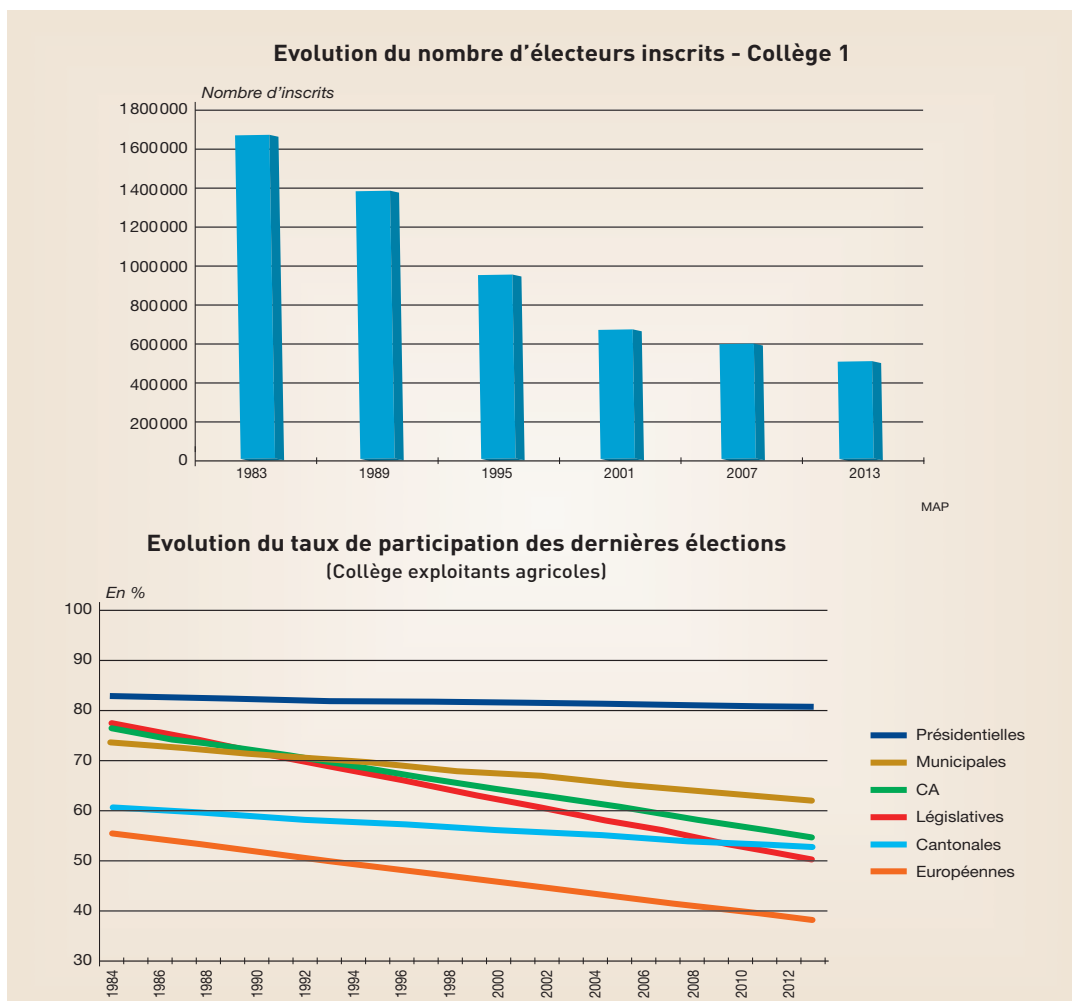
Afin de faciliter l'accès à son offre d'accompagnement et de formation sur l'ensemble du territoire, Resolia bénéficie de six antennes de proximité en métropole

Un contact de proximité est également dédié aux Dom-Tom.

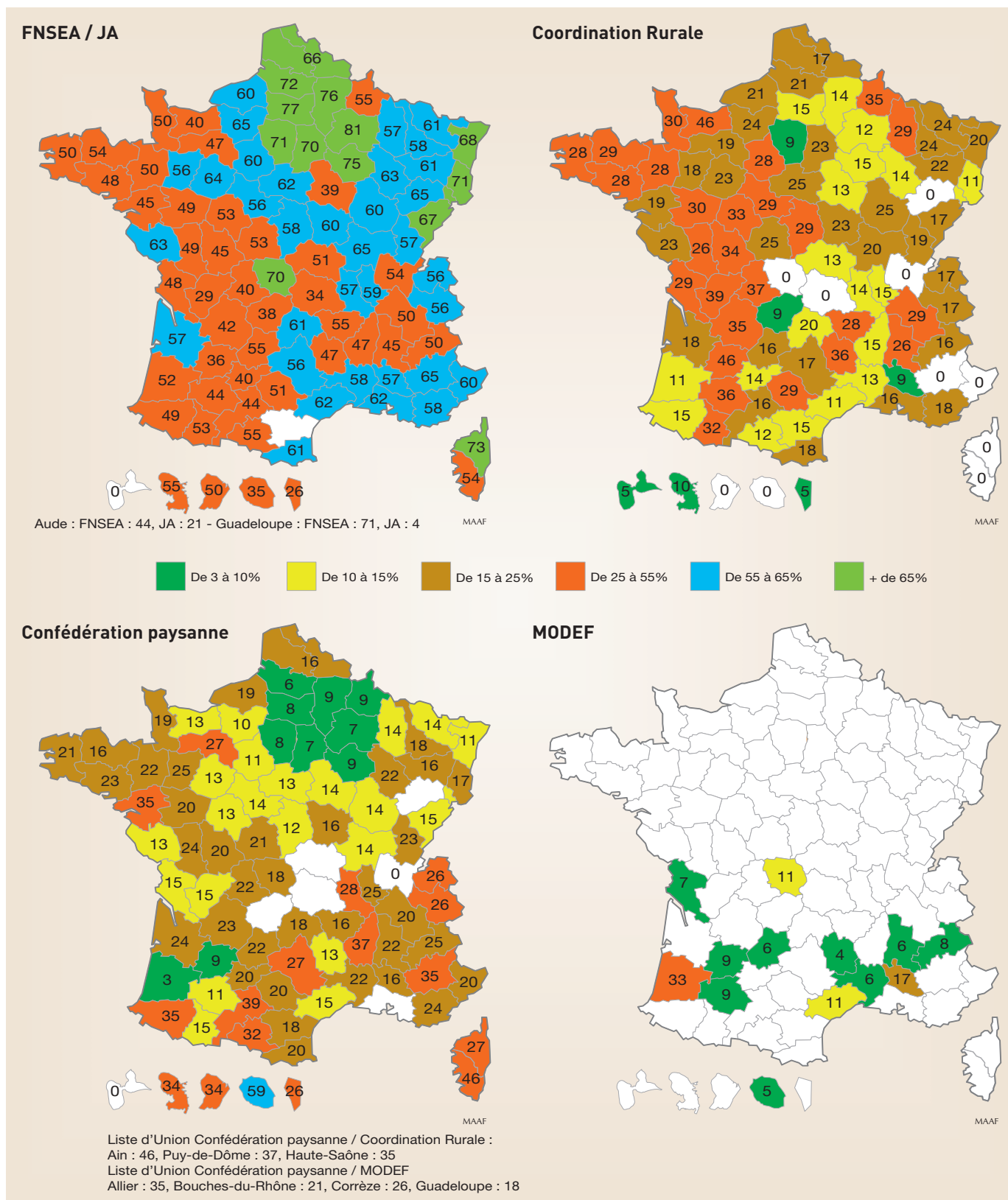
Resolia s'appuie sur un réseau de 300 intervenants référencés et de 10 consultants internes.

Pour en savoir plus :
www.resolia.chambagri.fr

Les résultats des élections Chambres d'agriculture



Résultats nationaux - Collège 1 : Chefs d'exploitation et assimilés



Collège nationaux - Collège 1 : Chefs d'exploitation et assimilés

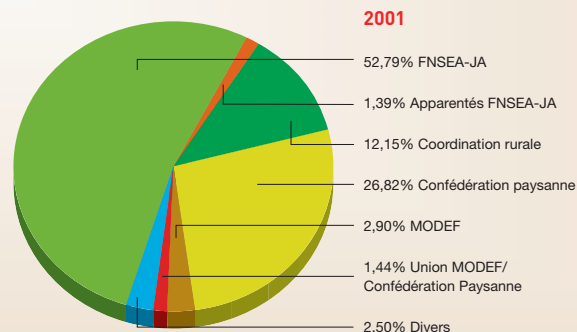
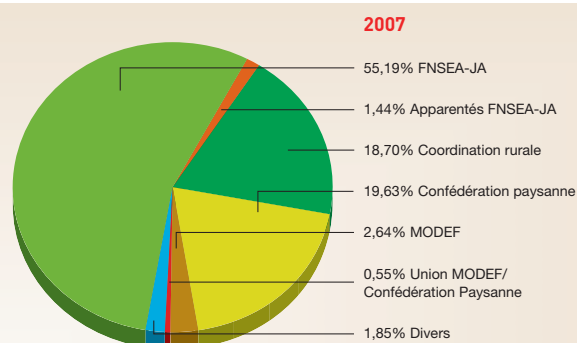
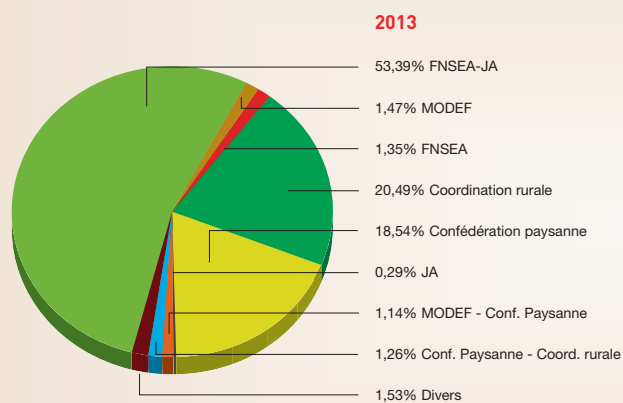
| Nom de la Chambre | Taux de participation en % | Confédération Paysanne en % | Coordination Rurale en % | FNSEA-JA en % | MODEF en % | FNSEA en % | Divers en % |
|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------|---------------|-------------|-------------|--|
| Résultats nationaux | | 49694 | 54938 | 143141 | 3940 | 3621 | |
| en % | 54,35 | 18,54 | 20,49 | 53,39 | 1,47 | 1,35 | |
| AIN | 51,31 | | | 54,1 | | | Conf Pays./ Coord. rurale : 45,90 |
| AISNE | 60,38 | 9,46 | 14,38 | 76,16 | | | |
| ALLIER | 63,66 | | 13,27 | 51,61 | | | C. pays./MODEF : 35,12 |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 57,53 | 35,23 | | 64,77 | | | |
| HAUTES-ALPES | 58,37 | 25,08 | 16,43 | 50,08 | 8,41 | | |
| ALPES-MARITIMES | 59,45 | 20,12 | | 60,75 | | | divers : 19,13 |
| ARDECHE | 58,28 | 37,19 | 15,09 | 47,72 | | | |
| ARDENNES | 58,87 | 9,38 | 35,03 | 55,59 | | | |
| ARIEGE | 60,88 | 32,49 | 12,4 | 55,11 | | | |
| AUBE | 45,69 | 9,24 | 15,14 | 75,62 | | | |
| AUDE | 50,82 | 18,44 | 15,69 | | | 44,62 | JA : 21,25 |
| AVEYRON | 60,7 | 26,96 | 16,96 | 56,08 | | | |
| BOUCHES-DU-RHONE | 40,49 | | 15,99 | 62,74 | | | C. pays./MODEF : 21,28 |
| CALVADOS | 47,97 | 13,63 | 45,91 | 40,46 | | | |
| CANTAL | 54,98 | 18,38 | 20,08 | 61,54 | | | |
| CHARENTE | 50,33 | 15,04 | 38,94 | 28,88 | | | divers : 17,13 |
| CHARENTE-MARITIME | 40,58 | 15,31 | 29,18 | 48,58 | 6,94 | | |
| CHER | 55,22 | 12,38 | 29,17 | 58,45 | | | |
| CORREZE | 71,71 | | 9,22 | 38,09 | | | C. pays./MODEF : 26,39 divers : 26,30 |
| CORSE DU SUD | 88,95 | 45,64 | | 54,36 | | | |
| HAUTE CORSE | 84,08 | 26,89 | | 73,11 | | | |
| COTE-D'OR | 48,99 | 14,69 | 25,02 | 60,29 | | | |
| COTES-D'ARMOR | 56,94 | 15,92 | 29,39 | 54,69 | | | |
| CREUSE | 51,85 | 18,26 | | 70,45 | 11,29 | | |
| DORDOGNE | 50,99 | 22,72 | 34,87 | 42,41 | | | |
| INTER DOUBS-BELFORT | 61,19 | 15,71 | 17,27 | 67,02 | | | |
| DROME | 49,25 | 22,34 | 26,04 | 45,36 | 6,26 | | |
| EURE | 48,46 | 10,42 | 24,59 | 64,99 | | | |
| EURE-ET-LOIR | 62,85 | 11,65 | 28,48 | 59,87 | | | |
| FINISTERE | 58,19 | 21,37 | 27,89 | 50,74 | | | |
| GARD | 46,97 | 22,42 | 13,33 | 58,07 | 6,19 | | |
| HAUTE-GARONNE | 46,21 | 38,68 | 16,64 | 44,68 | | | |
| GERS | 60,22 | 11,05 | 36,37 | 43,9 | 8,67 | | |
| GIRONDE | 40,61 | 24,58 | 18,24 | 57,19 | | | |
| HERAULT | 43,44 | 15,44 | 11,47 | 62,23 | 10,86 | | |
| ILLE-ET-VILAINE | 47,74 | 22,57 | 27,87 | 49,56 | | | |
| INDRE | 53,94 | 20,97 | 25,41 | 53,62 | | | |
| INDRE-ET-LOIRE | 56,94 | 13,07 | 33,66 | 53,27 | | | |
| ISERE | 49,41 | 20,65 | 29,08 | 50,27 | | | |
| JURA | 49,85 | 23,16 | 19,57 | 57,27 | | | |
| LANDES | 65,02 | 2,68 | 11,38 | 52,32 | 33,62 | | |
| LOIR-ET-CHER | 52,87 | 14,46 | 29,58 | 55,95 | | | |
| LOIRE | 59,2 | 28,5 | 14,03 | 57,47 | | | |
| HAUTE-LOIRE | 61,16 | 15,95 | 28,53 | 55,52 | | | |
| LOIRE-ATLANTIQUE | 59,43 | 34,79 | 19,58 | 45,63 | | | |
| LOIRET | 56,99 | 12,98 | 25,25 | 61,77 | | | |
| LOT | 56,2 | 21,98 | 16,03 | 55,33 | 6,66 | | |
| LOT-ET-GARONNE | 61,45 | 8,93 | 46,34 | 35,96 | 8,77 | | |
| LOZERE | 75,23 | 13,1 | 36,24 | 46,86 | 3,8 | | |
| MAINE-ET-LOIRE | 48,47 | 19,90 | 30,62 | 49,48 | | | |
| MANCHE | 51,61 | 18,91 | 30,4 | 50,69 | | | |
| MARNE | 44,77 | 6,83 | 12,09 | 81,08 | | | |
| HAUTE-MARNE | 61,81 | 22,04 | 14,3 | 63,65 | | | |
| MAYENNE | 50,17 | 25,31 | 18,28 | 56,41 | | | |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 59,46 | 18,36 | 23,7 | 57,94 | | | |
| MEUSE | 56,54 | 14,39 | 28,84 | 56,76 | | | |
| MORBIHAN | 42,08 | 23,32 | 28,04 | 48,64 | | | |
| MOSELLE | 65,01 | 14,75 | 24,26 | 60,99 | | | |

| Nom de la Chambre | Taux de participation en % | Confédération Paysanne en % | Coordination Rurale en % | FNSEA-JA en % | MODEF en % | FNSEA en % | Divers en % |
|-------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------|---------------|------------|------------|--|
| NIEVRE | 50,78 | 16,48 | 23,66 | 59,86 | | | |
| NORD PAS-DE-CALAIS | 54,49 | 15,88 | 17,44 | 66,68 | | | |
| OISE | 62,09 | 8,19 | 14,75 | 77,06 | | | |
| ORNE | 53,83 | 27,69 | 19,49 | 47,18 | | | divers : 5,64 |
| PUY-DE-DOME | 65,83 | | | 34,09 | | | Conf Pays./ Coord. rurale : 37,20 FNSEA / JA : 28,71 |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 62,63 | 35,31 | 15,1 | 49,59 | | | |
| HAUTES-PYRENEES | 60,2 | 15,05 | 32 | 52,95 | | | |
| PYRENEES-ORIENTALES | 48,09 | 19,63 | 18,62 | 61,75 | | | |
| BAS-RHIN | 65,28 | 11,23 | 20,45 | 68,31 | | | |
| HAUT-RHIN | 55,46 | 16,68 | 11,65 | 71,66 | | | |
| RHONE | 43,08 | 25,61 | 15,15 | 59,24 | | | |
| HAUTE-SAONE | 67,41 | | | 64,80 | | | Conf. Pays./ Coord. rurale : 35,20 |
| SAONE-ET-LOIRE | 45,32 | 14,47 | 20,64 | 64,89 | | | |
| SARTHE | 49,12 | 13,2 | 23,1 | 63,70 | | | |
| INTER SAVOIE-MONT BLANC | 49,98 | 26,43 | 17,23 | 56,34 | | | |
| SEINE-MARITIME | 53,03 | 18,9 | 21,36 | 59,74 | | | |
| SEINE-ET-MARNE | 56,26 | 6,72 | 23,05 | 70,22 | | | |
| INTER ILE-DE-FRANCE | 52,01 | 8,31 | 9,36 | 71,09 | | | divers : 11,24 |
| DEUX-SEVRES | 48,9 | 24,5 | 25,9 | 49,60 | | | |
| SOMME | 56,98 | 6,08 | 21,46 | 72,45 | | | |
| TARN | 59,87 | 20 | 28,95 | 51,05 | | | |
| TARN-ET-GARONNE | 55,79 | 20,09 | 14,07 | 40,62 | | | divers : 25,22 |
| VAR | 44,39 | 24,5 | 17,74 | 57,75 | | | |
| VAUCLUSE | 47,18 | 16,27 | 9,4 | 57,66 | 16,66 | | |
| VENDEE | 60,01 | 12,84 | 23,73 | 63,42 | | | |
| VIENNE | 51,92 | 20,12 | 34,46 | 45,42 | | | |
| HAUTE-VIENNE | 48,89 | 22,07 | 37,49 | 40,44 | | | |
| VOSGES | 65,84 | 16,25 | 21,98 | 61,76 | | | |
| YONNE | 49,25 | 13,94 | 13,6 | 38,78 | | | divers : 33,69 |
| Guadeloupe | 67,4 | | 5,54 | | | 71,27 | JA : 4,58 C. pays./MODEF : 18,61 |
| Martinique | 24,74 | 33,92 | 10,6 | 55,49 | | | |
| Guyane | 77,76 | 33,69 | | 50,11 | | | Liste apparentée FNSEA / JA : 16,20 |
| La Réunion | 60,43 | 59,3 | | 35,5 | 5,19 | | |
| Mayotte | 78,45 | 26,34 | 5,32 | 26,48 | | | divers : 37,72 + 1,08 + 3,06 |

MAAF

Collège 1 : Chefs d'exploitation et assimilés

Pourcentage des suffrages exprimés



Collège 3a - Salarié de la production agricole

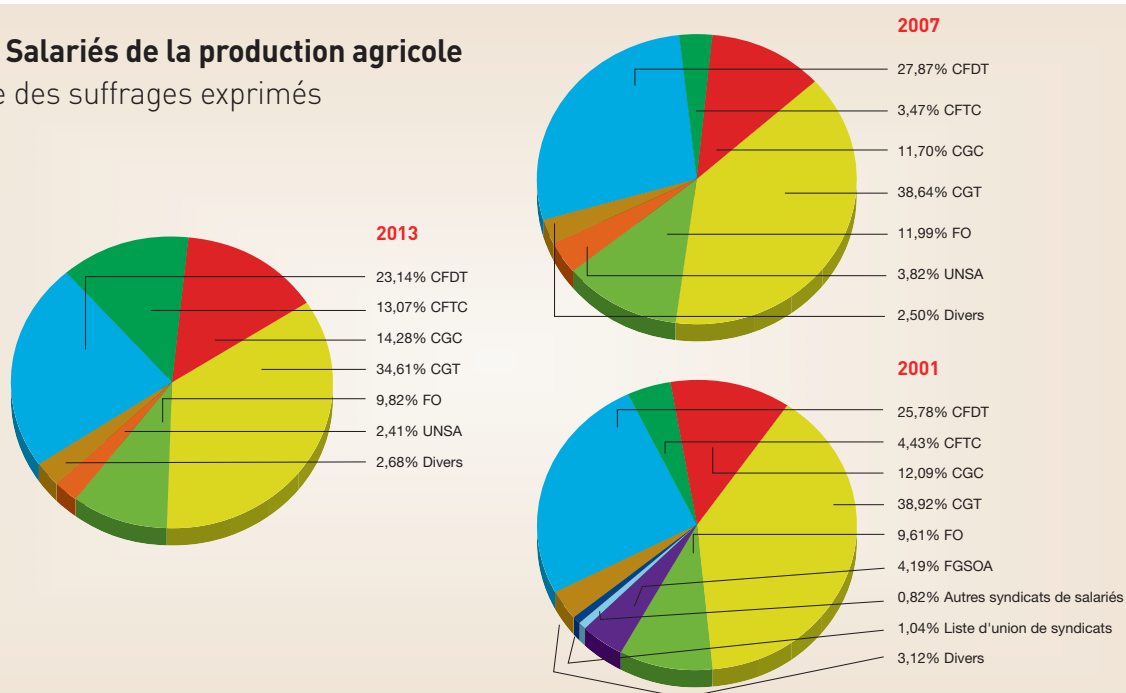
| Nom de la Chambre | Taux de participation en % | CFDT en % | CFTC en % | CGC en % | CGT en % | FO en % | UNSA en % | Solidaire en % | Divers en % |
|----------------------------|----------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| Résultats nationaux | | 11 218 | 6 334 | 6 922 | 16 778 | 4 762 | 1 169 | 101 | 1 193 |
| en % | 16,12 | 23,14 | 13,07 | 14,28 | 34,61 | 9,82 | 2,41 | 0,21 | |
| AIN | 12,32 | 35,88 | | | 18,53 | 18,82 | 26,76 | | |
| AISNE | 21,04 | | 23,19 | 23,70 | 53,11 | | | | |
| ALLIER | 19,69 | | | 32,73 | 67,27 | | | | |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 15,23 | 17,65 | | 20,59 | 25,29 | 36,47 | | | |
| HAUTES-ALPES | 15,12 | 39,19 | | | 41,89 | 18,92 | | | |
| ALPES-MARITIMES | 11,00 | | 19,55 | 15,04 | 43,11 | 22,31 | | | |
| ARDECHE | 16,81 | 28,89 | 32,44 | | 38,67 | | | | |
| ARDENNES | 21,35 | 13,88 | 19,14 | 24,40 | 26,79 | 15,79 | | | |
| ARIEGE | 18,76 | | 42,64 | | 57,36 | | | | |
| AUBE | 14,44 | 54,20 | | | 45,80 | | | | |
| AUDE | 15,16 | 18,81 | | 17,79 | 41,92 | 21,47 | | | |
| AVEYRON | 23,78 | 36,54 | | 13,46 | 23,08 | 26,92 | | | |
| BOUCHES-DU-RHONE | 14,19 | 20,76 | 9,52 | 31,01 | 38,71 | | | | |
| CALVADOS | 14,82 | 36,89 | 14,21 | 12,02 | 19,95 | 16,94 | | | |
| CANTAL | 19,00 | | | 45,22 | 54,78 | | | | |
| CHARENTE | 16,47 | 24,70 | | 21,84 | 31,48 | 21,99 | | | |
| CHARENTE-MARITIME | 11,32 | 19,67 | | 20,64 | 36,96 | 22,73 | | | |
| CHER | 15,61 | | | 24,04 | 39,64 | | 36,32 | | |
| CORREZE | 20,12 | 32,39 | | | 38,06 | 29,55 | | | |
| CORSE DU SUD | 29,06 | | | 55,48 | 44,52 | | | | |
| HAUTE CORSE | 43,85 | | | 32,11 | 1,83 | 58,26 | | | 7,80 |
| COTE-D'OR | 15,95 | 32,55 | | 21,23 | 46,23 | | | | |
| COTES-D'ARMOR | 15,86 | 28,64 | 15,66 | 9,59 | 33,86 | | | 12,26 | |
| CREUSE | 13,65 | 38,00 | | | 42,00 | 20,00 | | | |
| DORDOGNE | 16,53 | 26,35 | | 17,56 | 33,29 | 22,80 | | | |
| INTER DOUBS-BELFORT | 18,12 | 29,71 | | 17,25 | 25,24 | | 27,80 | | |
| DROME | 13,57 | 26,35 | 27,80 | 16,79 | 29,06 | | | | |
| EURE | 12,97 | 29,25 | 22,09 | 20,00 | 28,66 | | | | |
| EURE-ET-LOIR | 13,55 | 27,66 | 15,60 | 13,83 | 27,30 | | 15,60 | | |
| FINISTERE | 16,01 | 48,03 | 15,12 | 9,69 | 27,17 | | | | |
| GARD | 14,60 | 18,55 | 13,23 | 14,87 | 53,34 | | | | |
| HAUTE-GARONNE | 15,24 | | 26,46 | 13,99 | 42,75 | 16,79 | | | |
| GERS | 18,03 | 28,37 | | 17,42 | 32,58 | 21,63 | | | |
| GIRONDE | 15,91 | 22,66 | 9,67 | 10,98 | 40,52 | 16,17 | | | |
| HERAULT | 14,09 | 16,72 | 22,13 | 22,13 | 39,01 | | | | |
| ILLE-ET-VILAINE | 12,98 | 32,10 | | 15,58 | 33,40 | 18,92 | | | |
| INDRE | 21,91 | | | 16,72 | 45,07 | | 38,21 | | |
| INDRE-ET-LOIRE | 15,99 | 28,92 | | 16,80 | 30,53 | 23,75 | | | |
| ISERE | 8,68 | 37,02 | | | 38,93 | 24,05 | | | |
| JURA | 18,01 | 24,88 | | 22,01 | 36,36 | | 16,75 | | |
| LANDES | 21,31 | 23,27 | 19,09 | | 42,48 | 15,16 | | | |
| LOIR-ET-CHER | 13,84 | | | 30,77 | 47,55 | 21,68 | | | |
| LOIRE | 16,47 | 43,20 | | 20,07 | 36,73 | | | | |
| HAUTE-LOIRE | 22,83 | | 37,01 | 25,97 | 37,01 | | | | |
| LOIRE-ATLANTIQUE | 18,09 | 30,53 | 21,34 | 8,33 | 31,00 | 8,80 | | | |
| LOIRET | 13,95 | 22,56 | 17,95 | 15,64 | 25,13 | | 18,72 | | |
| LOT | 17,54 | 31,72 | | 17,20 | 27,42 | 23,66 | | | |
| LOT-ET-GARONNE | 15,31 | 14,34 | 21,32 | 33,68 | 30,66 | | | | |
| LOZERE | 27,37 | 16,35 | | 11,54 | 37,50 | | | | 34,62 |
| MAINE-ET-LOIRE | 19,15 | 32,96 | 14,04 | 10,11 | 27,79 | 15,10 | | | |
| MANCHE | 14,09 | 34,32 | 19,19 | | 29,46 | 17,03 | | | |
| MARNE | 15,73 | 15,23 | 16,64 | 20,13 | 37,00 | 11,00 | | | |
| HAUTE-MARNE | 21,69 | 35,18 | | 15,08 | 31,66 | 18,09 | | | |
| MAYENNE | 17,05 | 31,77 | | 27,90 | 24,03 | 16,30 | | | |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 17,53 | 34,30 | 22,73 | 14,46 | 28,51 | | | | |
| MEUSE | 23,98 | 55,90 | 16,59 | 8,30 | 19,21 | | | | |
| MORBIHAN | 13,25 | 41,15 | 13,17 | 8,85 | 23,05 | 13,79 | | | |
| MOSELLE | 29,32 | 13,32 | 14,41 | 5,24 | 13,76 | 15,72 | 37,55 | | |

| Nom de la Chambre | Taux de participation en % | CFDT en % | CFTC en % | CGC en % | CGT en % | FO en % | UNSA en % | Solidaire en % | Divers en % |
|-------------------------|----------------------------|-----------|-----------|----------|----------|---------|-----------|----------------|-----------------------|
| NIEVRE | 19,70 | 30,29 | | 24,45 | 45,26 | | | | |
| NORD - PAS - DE CALAIS | 20,35 | 6,89 | 36,84 | | 34,96 | 21,31 | | | |
| OISE | 13,51 | 25,57 | 16,60 | 16,22 | 41,60 | | | | |
| ORNE | 12,82 | 36,53 | 18,86 | 14,67 | 21,86 | 8,08 | | | |
| PUY-DE-DOME | 17,81 | 27,36 | 30,62 | | 42,02 | | | | |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 20,07 | 25,66 | 18,49 | 14,15 | 41,70 | | | | |
| HAUTES-PYRENEES | 16,02 | 32,67 | 22,77 | | 44,55 | | | | |
| PYRENEES-ORIENTALES | 12,26 | | | 25,14 | 52,19 | 22,67 | | | |
| BAS-RHIN | 29,32 | 24,61 | 24,94 | 10,45 | 24,86 | | 15,14 | | |
| HAUT-RHIN | 23,32 | 20,08 | 15,31 | 28,98 | 23,84 | 11,79 | | | |
| RHONE | 12,50 | 29,96 | 17,51 | 19,41 | 33,12 | | | | |
| HAUTE-SAONE | 19,19 | 26,54 | | | 31,28 | | 42,18 | | |
| SAONE-ET-LOIRE | 16,49 | 40,45 | | 20,79 | 38,76 | | | | |
| SARTHE | 14,83 | | | 35,71 | 64,29 | | | | |
| INTER SAVOIE-MONT BLANC | 11,78 | | | | 42,43 | 31,19 | 26,38 | | |
| SEINE-MARITIME | 14,30 | 30,18 | 16,84 | 16,14 | 36,84 | | | | |
| SEINE-ET-MARNE | 11,58 | 17,56 | 22,67 | 24,67 | 35,11 | | | | |
| INTER ILE-DE-FRANCE | 11,24 | 22,33 | 17,54 | 24,24 | 35,89 | | | | |
| DEUX-SEVRES | 18,08 | 44,57 | | | 31,22 | 24,21 | | | |
| SOMME | 16,43 | 18,33 | 17,68 | 13,42 | 32,24 | 18,33 | | | |
| TARN | 18,60 | 47,35 | | 22,43 | 30,22 | | | | |
| TARN-ET-GARONNE | 18,26 | 14,83 | 21,29 | 14,83 | 33,84 | 15,21 | | | |
| VAR | 12,41 | 10,31 | 17,56 | 27,35 | 44,78 | | | | |
| VAUCLUSE | 14,87 | 16,43 | 17,07 | 13,91 | 37,93 | 14,66 | | | |
| VENDEE | 17,48 | 40,17 | 12,86 | 6,80 | 27,94 | 12,24 | | | |
| VIENNE | 14,53 | 23,78 | 35,50 | 10,75 | 29,97 | | | | |
| HAUTE-VIENNE | 17,18 | 32,08 | | 10,38 | 33,96 | 23,58 | | | |
| VOSGES | 21,87 | 38,08 | 14,83 | | 47,09 | | | | |
| YONNE | 14,23 | 25,21 | 36,16 | | 38,63 | | | | |
| Guadeloupe | 21,91 | | | | 18,72 | | | | 63,30 + 17,98 |
| Martinique | 16,82 | | | | | | | | 54,12 + 11,60 + 34,28 |
| Guyane | 82,35 | 49,06 | | | | | 16,98 | | 33,96 |
| La Réunion | 12,01 | 100,00 | | | | | | | |
| Mayotte | 44,74 | | | | | | | | 100 |

MAAF

Collège 3a : Salariés de la production agricole

Pourcentage des suffrages exprimés



Collège 3b - Salarié des groupements professionnels agricoles

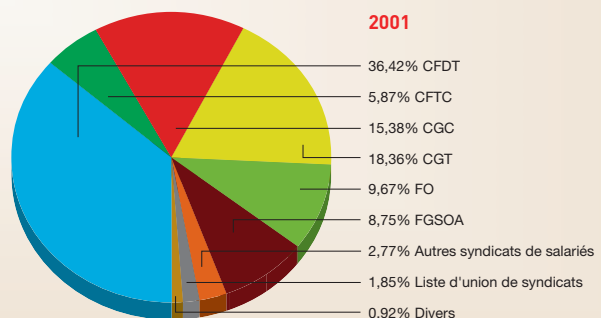
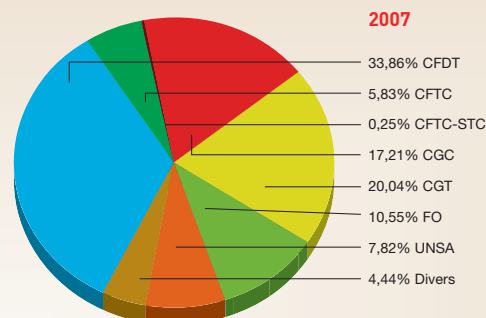
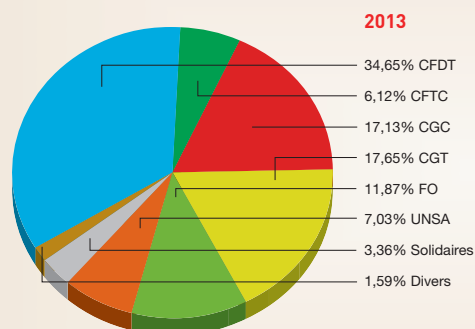
| Nom de la Chambre | Taux de participation en % | CFDT en % | CFTC en % | CGC en % | CGT en % | FO en % | UNSA en % | Solidaires en % | Liste d'Union en % | Divers en % |
|----------------------------|----------------------------|---------------|--------------|---------------|---------------|--------------|--------------|-----------------|--------------------|-------------|
| Résultats nationaux | | 28 849 | 5 095 | 14 762 | 14 692 | 9 879 | 5 854 | 2 798 | 334 | 987 |
| en % | 26,74% | 34,65 | 6,12 | 17,73 | 17,65 | 11,87 | 7,03 | 3,36 | 0,40 | |
| AIN | 29,70 | 44,25 | | | 17,11 | 20,05 | 18,58 | | | |
| AISNE | 28,55 | 29,03 | | 22,23 | 16,21 | 18,25 | 14,27 | | | |
| ALLIER | 32,46 | | | 20,76 | 32,06 | 18,17 | 29,01 | | | |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 31,29 | 39,48 | | 18,08 | 16,97 | 25,46 | | | | |
| HAUTES-ALPES | 27,98 | 70,74 | | | 29,26 | | | | | |
| ALPES-MARITIMES | 24,31 | 11,49 | 32,41 | 11,49 | 25,98 | 18,62 | | | | |
| ARDECHE | 31,88 | 31,47 | 20,12 | 19,72 | 16,73 | 11,95 | | | | |
| ARDENNES | 27,03 | 52,42 | | 25,27 | 6,72 | 15,59 | | | | |
| ARIEGE | 32,87 | | | | 62,91 | 37,09 | | | | |
| AUBE | 26,03 | 47,96 | | 21,85 | 9,77 | | 20,43 | | | |
| AUDE | 30,93 | 24,63 | 9,70 | 15,67 | 20,26 | 22,71 | | 7,04 | | |
| AVEYRON | 33,76 | 35,64 | 9,67 | 15,03 | 15,55 | 24,11 | | | | |
| BOUCHES-DU-RHONE | 22,14 | 22,86 | 14,78 | 14,16 | 14,78 | 15,40 | | 18,01 | | |
| CALVADOS | 27,31 | 36,82 | 15,69 | 16,76 | 13,87 | 10,67 | 6,19 | | | |
| CANTAL | 34,16 | 40,71 | | 15,68 | 18,97 | 24,64 | | | | |
| CHARENTE | 29,73 | 32,82 | | 20,74 | 15,33 | 17,49 | | 13,62 | | |
| CHARENTE-MARITIME | 22,97 | 32,15 | | 15,50 | 19,15 | 25,70 | 7,49 | | | |
| CHER | 30,52 | 27,79 | | 21,35 | 14,13 | | 36,73 | | | |
| CORREZE | 37,82 | 34,56 | | 13,23 | 23,36 | 28,84 | | | | |
| CORSE DU SUD | 36,60 | | | 11,06 | 50,00 | 11,75 | | | | 27,19 |
| HAUTE CORSE | 30,70 | | | | 37,85 | 62,15 | | | | |
| COTE-D'OR | 25,76 | 53,36 | | 30,11 | 16,53 | | | | | |
| COTES-D'ARMOR | 23,29 | 42,99 | 10,97 | 10,17 | 19,02 | 9,46 | | 7,39 | | |
| CREUSE | 36,70 | 23,35 | | 33,83 | 11,08 | 15,87 | 15,87 | | | |
| DORDOGNE | 35,35 | 25,85 | | 18,28 | 18,01 | 19,76 | 7,11 | 10,99 | | |
| INTER DOUBS-BELFORT | 28,18 | 44,22 | | 21,93 | 9,88 | | 23,98 | | | |
| DROME | 26,54 | 31,52 | 13,41 | 21,14 | 20,71 | 13,77 | | | | |
| EURE | 28,52 | 27,13 | 12,87 | 18,78 | 10,09 | 15,48 | 15,65 | | | |
| EURE-ET-LOIR | 28,09 | 30,17 | | 25,64 | 8,36 | 20,54 | 15,30 | | | |
| FINISTERE | 25,46 | 55,94 | 6,28 | 12,11 | 12,19 | 6,59 | | 6,90 | | |
| GARD | 25,89 | 33,78 | 11,64 | 14,50 | 40,08 | | | | | |
| HAUTE-GARONNE | 24,10 | 35,52 | | 18,17 | 29,26 | 17,04 | | | | |
| GERS | 36,09 | 38,13 | | 19,27 | 14,09 | 10,36 | 7,77 | 10,36 | | |
| GIRONDE | 22,97 | 26,83 | | 21,47 | 16,18 | 11,87 | 8,01 | 15,65 | | |
| HERAULT | 22,06 | 33,17 | | 17,57 | 25,69 | | | | 23,57 | |
| ILLE-ET-VILAINE | 23,32 | 41,51 | 11,86 | 17,16 | 9,46 | 12,49 | | 7,53 | | |
| INDRE | 34,98 | | | 19,96 | 13,73 | | 33,69 | 32,62 | | |
| INDRE-ET-LOIRE | 26,51 | 40,40 | 12,89 | 18,62 | 17,34 | 10,74 | | | | |
| ISERE | 22,65 | 41,96 | 6,36 | 16,96 | 21,76 | 12,95 | | | | |
| JURA | 29,47 | 28,85 | | 13,89 | 27,14 | | 30,13 | | | |
| LANDES | 30,53 | 38,32 | | 11,64 | 18,57 | 16,92 | 4,33 | 10,23 | | |
| LOIR-ET-CHER | 27,63 | 31,12 | | | 12,45 | | 28,22 | 28,22 | | |
| LOIRE | 23,86 | 51,31 | | 24,62 | 13,28 | 10,79 | | | | |
| HAUTE-LOIRE | 37,06 | 27,51 | 19,52 | 18,96 | 19,14 | | 14,87 | | | |
| LOIRE-ATLANTIQUE | 26,20 | 54,38 | | 15,81 | 10,49 | 8,67 | | 10,64 | | |
| LOIRET | 22,28 | 33,54 | | 35,38 | 15,18 | | 15,90 | | | |
| LOT | 27,29 | 33,51 | | 25,18 | 19,33 | 21,99 | | | | |
| LOT-ET-GARONNE | 26,02 | 27,55 | | 20,61 | 26,84 | 25,00 | | | | |
| LOZERE | 44,44 | 36,54 | 16,03 | 12,82 | 11,86 | 22,76 | | | | |
| MAINE-ET-LOIRE | 27,51 | 41,94 | 10,06 | 16,95 | 10,99 | 7,76 | 12,30 | | | |
| MANCHE | 29,23 | 37,68 | | 13,10 | 12,81 | 12,36 | 7,30 | 16,75 | | |
| MARNE | 21,76 | 28,03 | 12,26 | 27,61 | 16,08 | 16,02 | | | | |
| HAUTE-MARNE | 40,28 | 59,71 | | 17,65 | 9,71 | 12,94 | | | | |
| MAYENNE | 33,89 | 29,74 | | 18,43 | 9,37 | 17,01 | 25,46 | | | |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 31,10 | 28,36 | 10,70 | 15,88 | 7,29 | 7,62 | 24,31 | 5,83 | | |
| MEUSE | 34,82 | 33,20 | | 27,77 | 15,29 | | 16,10 | 7,65 | | |
| MORBIHAN | 20,97 | 50,10 | 6,99 | 9,51 | 15,87 | 9,56 | | 7,96 | | |
| MOSELLE | 31,44 | 19,68 | | 11,93 | 11,64 | | 44,40 | 12,36 | | |

| Nom de la Chambre | Taux de participation en % | CFDT en % | CFTC en % | CGC en % | CGT en % | FO en % | UNSA en % | Solidaires en % | Liste d'Union en % | Divers en % |
|-------------------------|----------------------------|-----------|-----------|----------|----------|---------|-----------|-----------------|--------------------|-----------------------------|
| NIEVRE | 32,98 | 36,05 | | 25,81 | 17,67 | | 20,47 | | | |
| NORD - PAS-DE-CALAIS | 26,45 | 21,14 | 18,68 | 15,87 | 15,14 | 23,60 | 5,56 | | | |
| OISE | 20,23 | 33,75 | | 25,96 | 18,51 | 21,78 | | | | |
| ORNE | 30,64 | 42,42 | | 18,80 | 9,33 | 12,39 | 17,06 | | | |
| PUY-DE-DOME | 31,30 | 30,75 | 15,49 | 17,27 | 21,38 | 15,10 | | | | |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 29,09 | 35,46 | | 14,44 | 12,83 | 12,83 | 10,96 | | | |
| HAUTES-PYRENEES | 32,14 | 42,98 | 20,06 | 12,03 | 11,75 | 13,18 | | | | |
| PYRENEES-ORIENTALES | 23,35 | 29,26 | | 13,54 | 23,70 | 24,30 | 9,19 | | | 13,48 |
| BAS-RHIN | 33,12 | 39,70 | | 13,23 | 13,13 | | 33,93 | | | |
| HAUT-RHIN | 32,32 | 28,52 | | 35,74 | 21,30 | 14,44 | | | | |
| RHONE | 25,58 | 40,17 | 16,93 | 20,66 | 15,19 | 7,05 | | | | |
| HAUTE-SAONE | 32,55 | 32,28 | | | 11,42 | 9,06 | 47,24 | | | |
| SAONE-ET-LOIRE | 28,40 | 42,81 | | 20,53 | 18,79 | 17,87 | | | | |
| SARTHE | 22,85 | 28,43 | | 21,25 | 27,43 | 9,63 | 13,26 | | | |
| INTER SAVOIE-MONT-BLANC | 24,96 | 33,17 | | 21,90 | 19,36 | 13,32 | 12,25 | | | |
| SEINE-MARITIME | 24,03 | 49,75 | 12,49 | 22,62 | 15,14 | | | | | |
| SEINE-ET-MARNE | 24,13 | 37,42 | | 38,92 | 23,66 | | | | | |
| INTER ILE-DE-FRANCE | 20,25 | 29,85 | 17,91 | 31,07 | 21,17 | | | | | |
| DEUX-SEVRES | 26,59 | 33,91 | 11,26 | 10,17 | 31,45 | 13,22 | | | | |
| SOMME | 25,56 | 33,49 | | 23,40 | 14,73 | 18,88 | 9,50 | | | |
| TARN | 28,00 | 36,33 | | 13,94 | 18,22 | 18,88 | 12,62 | | | |
| TARN-ET-GARONNE | 33,21 | 30,69 | 12,33 | 17,62 | 15,27 | 24,08 | | | | |
| VAR | 27,25 | 22,56 | | 25,64 | 33,46 | 18,33 | | | | |
| VAUCLUSE | 26,71 | 21,73 | 10,97 | 8,41 | 15,44 | 18,53 | 13,42 | 11,50 | | |
| VENDEE | 26,68 | 40,14 | 15,22 | 11,57 | 6,52 | 10,95 | | 15,61 | | |
| VIENNE | 26,19 | 27,64 | 10,89 | 17,66 | 25,23 | | 18,58 | | | |
| HAUTE-VIENNE | 30,86 | 29,20 | | 17,91 | 17,63 | 9,23 | 17,91 | 8,13 | | |
| VOSGES | 33,01 | 56,65 | | 26,34 | 17,01 | | | | | |
| YONNE | 26,02 | 46,28 | | | 25,53 | | 28,19 | | | |
| Guadeloupe | 53,73 | | | | 7,82 | | | | | 54,19 + 22,07 + 15,92 |
| Martinique | | | | | | | | | | |
| Guyane | | | | | | | | | | |
| La Réunion | 29,20 | 43,93 | 11,85 | 23,12 | 21,10 | | | | | |
| Mayotte | | | | | | | | | | |

MAAF

Collège 3b : Salariés des groupements professionnels agricoles

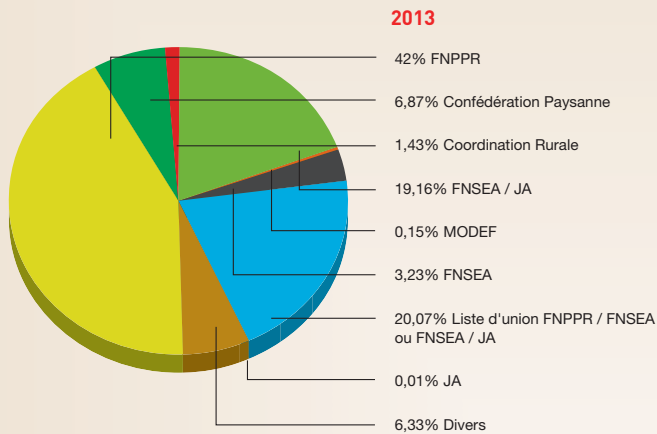
Pourcentage des suffrages exprimés



Résultats nationaux - Autres collèges

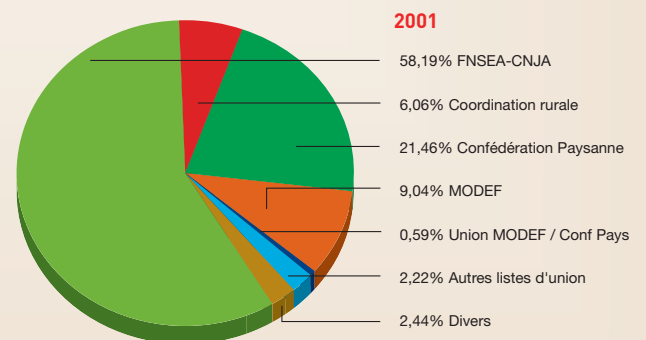
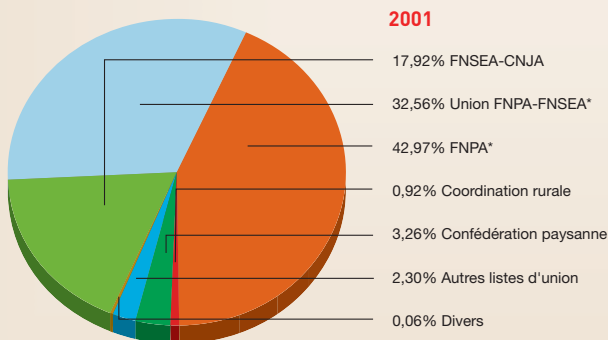
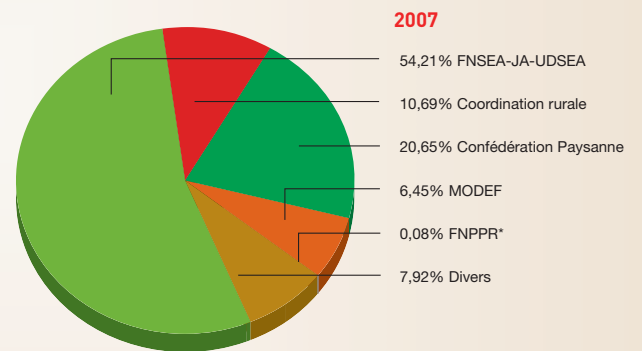
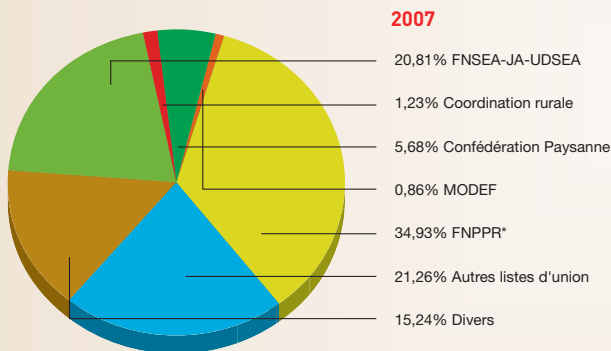
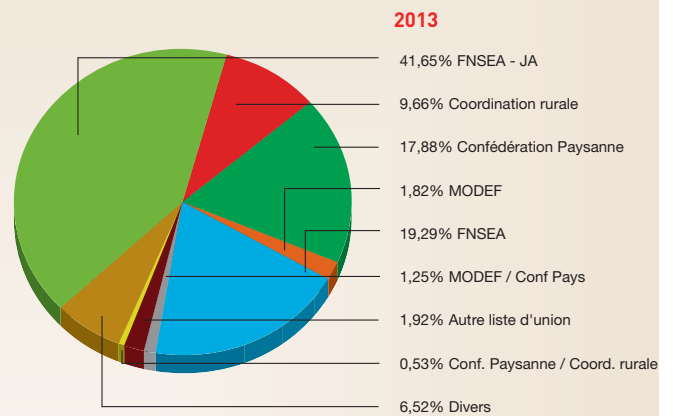
Collège 2 : Propriétaires et usufruitiers

Pourcentage des suffrages exprimés



Collège 4 : Anciens chefs d'exploitation et assimilés

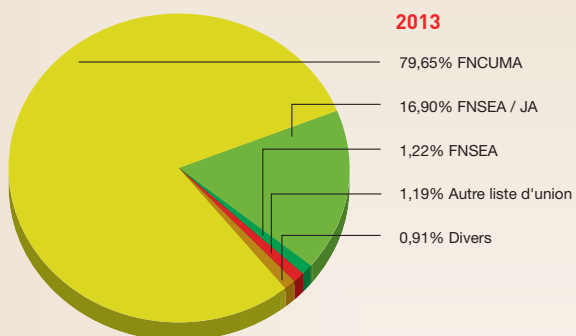
Pourcentage des suffrages exprimés



*FNPA : Fédération Nationale de la Propriété Agricole. FNPPR : Fédération Nationale de la Propriété Privée Rurale
C'est en 2003 que la Fédération Nationale de la Propriété Agricole (FNPA) est devenue la Fédération Nationale de la Propriété Privée Rurale (FNPPR), ce changement de nom devant marquer l'attachement des propriétaires à la ruralité et à l'espace rural face à sa socialisation rampante.

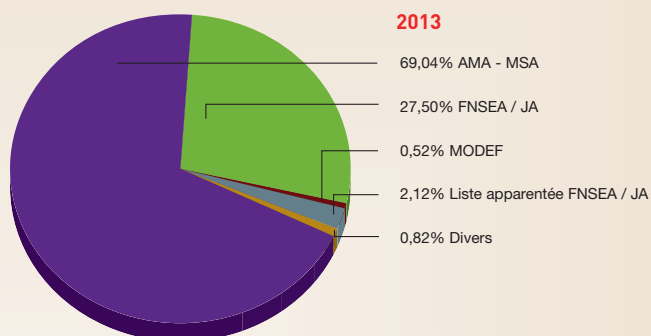
Collège 5a : Sociétés coopératives agricoles de production

Pourcentage des suffrages exprimés



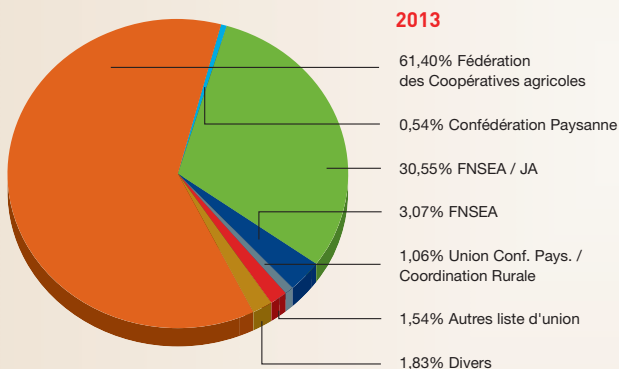
Collège 5d : Caisses d'assurances agricoles et caisses de MSA

Pourcentage des suffrages exprimés



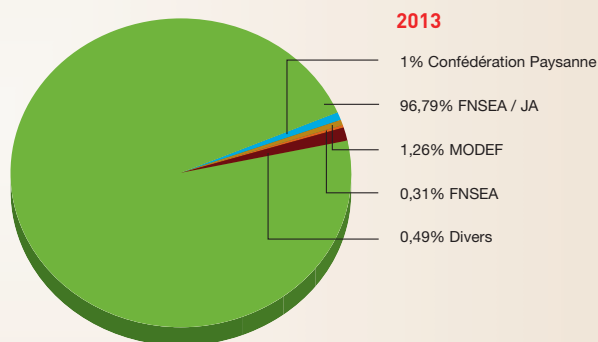
Collège 5b : Autres sociétés coopératives agricoles et SICA

Pourcentage des suffrages exprimés



Collège 5e : Organisations syndicales d'exploitants agricoles

Pourcentage des suffrages exprimés



Collège 5c : Caisse de Crédit Agricole

Pourcentage des suffrages exprimés

